

économie suisse

2010/2011

«La coopération avec les milieux politiques est devenue plus ardue.»

Entretien avec Gerold Bühler réalisé par Hanspeter Spörri. Photos: Stahl Fotografie

L'économie suisse va beaucoup mieux qu'il y a un an. Quelle est la raison de cette amélioration?

Aujourd'hui, l'économie va même mieux que ce à quoi nous nous attendions. Les facteurs clés sont les trois piliers de l'économie: l'industrie et la recherche, la place financière ainsi que les services, en particulier avec notre présence accrue en Asie. À cela s'ajoute l'orientation mondiale de l'économie suisse, qui a renforcé sa capacité concurrentielle durant la période de récession dont nous sortons.

Vous ne mentionnez pas la politique?

La politique est importante, bien entendu. Et avant tout la politique budgétaire. Le frein à l'endettement a beaucoup contribué à ce que les finances publiques ne plongent pas

dans le rouge. Ce mécanisme a donc favorisé la fiabilité de la politique fiscale. Les entreprises établies en Suisse, y compris celles qui sont arrivées récemment chez nous, trouvent ici des conditions stables et prévisibles. C'est là sans doute le fait des efforts politiques consentis.

Mais en politique, la stabilité est menacée.

Les partis traditionnels du centre perdent du terrain depuis de nombreuses années. La coopération entre la droite et le centre-droit telle qu'elle fonctionnait dans les années 1980 et 1990 est ainsi mise à mal depuis longtemps, raison pour laquelle la prévisibilité diminue de manière générale. Ceci est vrai en particulier dans les dossiers de politique économique. Le

positionnement à court terme prend toujours plus de place, au détriment de la stratégie à plus long terme.

On ne tire plus à la même corde?

Non, et le consensus de la droite et du centre-droit est de plus en plus entravé. C'est en particulier pour cette raison, par exemple, que la 11^e révision de l'AVS a échoué lors du vote final, ou qu'il a fallu autant de temps pour parvenir à un consensus au sujet d'un accord avec les États-Unis concernant UBS. Pour nous, en tant qu'association faîtière, la coopération avec les instances politiques est devenue plus difficile.

Est-ce que les intérêts des branches que vous regroupez tendent également à diverger davantage?



Il vaut la peine de sensibiliser la population aux bienfaits de la libre circulation des personnes, afin que ce facteur de succès ne soit abandonné au plan politique.»

Depuis notre réforme stratégique de 2007, nos processus décisionnels ont été étendus et clairement structurés. L'économie suisse présente désormais un front uni face aux questions importantes, ce qui, outre notre force de conviction, est capital pour notre influence. Mais la communication est devenue plus difficile en raison de la fragmentation de l'échiquier politique.

Au sein de la population, la défiance vis-à-vis de la politique va croissant. En Allemagne, le terme «Wutbürger» (citoyens en colère) a été élu mot de l'année.

La politique est devenue plus réactive, et par rapport aux années 1980 ou 1990, elle s'organise davantage en fonction de l'écho médiatique que les événements suscitent. Les gens se sentent souvent exclus, manipulés et désécurisés, en particulier là où il n'y a pas de démocratie directe.

Dans ce contexte, on a tendance à perdre de vue, chez nous, l'importance des éléments de politique économique sur lesquels se fonde le succès suisse. Il s'agit notamment de la solidité de notre politique financière et fiscale, d'un droit de la société anonyme libéral, de marchés ouverts, d'une forte capacité d'innovation et de la flexibilité du marché du travail.

Il est toutefois compréhensible de souhaiter une réglementation plus stricte, par exemple dans le secteur bancaire.

Nous étions représentés dans la commission d'experts «Too big to fail» et nous approuvons son rapport final. L'économie suisse est convaincue qu'il

est dommageable pour une économie de marché que l'État doive sauver une entreprise tout simplement parce que son importance est si grande qu'une faillite serait trop lourde de conséquences. On constate toutefois après coup que hormis UBS, la Suisse et sa place financière ont bien surmonté la crise. Pour s'en convaincre, il suffit de penser aux centaines de milliards que l'Allemagne, la France et l'Angleterre ont dû investir en mesures de sauvetage.

L'exemple de l'Islande montre toutefois que les risques d'une place financière peuvent également être trop importants pour un petit pays.

D'où les mesures prévues! Les banques doivent à l'avenir disposer de fonds propres plus élevés et de liquidités suffisantes, ce qui accroît leur résistance en temps de crise. Il s'agit d'une solution compatible avec l'économie de marché, au contraire des fonds mis en place dans différents pays et qui doivent maintenant être alimentés par des versements des banques.

Le malaise ressenti par la population est aussi dû à l'immigration résultant de la libre circulation des personnes.

La libre circulation des personnes présente quelques inconvénients, il ne faut pas le nier. Mais au lieu de remettre en question la voie bilatérale, il suffit d'apporter des améliorations ciblées aux infrastructures pour, par exemple, délester les trains bondés. Dans l'ensemble, le bilan pour la Suisse est toutefois clairement positif. Il vaut la peine de sensibiliser la population à cette réalité afin que ce facteur

de succès ne soit abandonné au plan politique. Il faut rappeler que la libre circulation a créé des emplois supplémentaires pour les Suisses aussi et que le taux de chômage d'à peine plus de 2% reste très bas pour les Suisses. Les recettes fiscales et les cotisations aux assurances sociales ont également clairement bénéficié de la situation.

Les inquiétudes à propos de l'AVS et de l'avenir des assurances sociales sont donc un peu moins vives.

C'est ce que l'on constate toujours lorsque la conjoncture est bonne et que l'AVS tire parti d'une masse salariale en hausse. Néanmoins, l'espérance de vie augmente, ce dont nous pouvons évidemment tous nous réjouir. À long terme, le rapport entre retraités et actifs suit toutefois une courbe défavorable. Nous ferions donc bien de ne pas mettre les réformes au placard et d'introduire également un frein à l'endettement pour les assurances sociales. Un tel mécanisme aurait par exemple permis que l'assurance-invalidité n'accumule pas une telle montagne de dettes.

La politique n'a-t-elle pas fondamentalement tendance à reporter les problèmes à plus tard?

C'est malheureusement trop souvent le cas. Mais la solidité du financement des assurances sociales est capitale pour la confiance de la population et l'acceptation de l'économie de marché. L'économie est donc concernée par la couverture sociale de la vieillesse ainsi que des risques de chômage, d'invalidité et de maladie, mais la garantie de cette couverture à long terme exige des réformes.

Les gens dépensent davantage lorsqu'ils ont confiance en ces dispositifs de protection.

Oui, il y a un lien. Il est de ce fait d'autant plus important que nous ne perdions pas de vue la stabilité des assurances sociales. J'espère par conséquent que les partenaires sociaux et de larges cercles politiques vont pouvoir s'accorder sur une solution acceptable en termes de politique financière. Mais nous ne pourrons pas éviter de prolonger la durée de l'activité professionnelle. Dans de nombreuses professions, à 65 ans, on a encore beaucoup à apporter. Il y a toutefois des activités pénibles pour lesquelles il doit y avoir des exceptions possibles à un âge de la retraite plus élevé.

On constate actuellement à l'échelle mondiale une tendance au protectionnisme qui peut également comporter des risques à long terme.

Effectivement, la libéralisation multilatérale du commerce, si importante pour la Suisse, est en crise. Un franc sur deux provient du commerce avec l'étranger. Or en réaction aux proportions colossales prises par l'endettement public, de nombreux États appliquent maintenant une politique plus protectionniste. Pour la Suisse, cette tendance se profile comme l'un des défis majeurs du moment.

À cela s'ajoute la problématique écologique. La production énergétique présente des risques qui ne sont pas toujours maîtrisés.

La sensibilité à la question de la sécurité s'est incontestablement accrue massivement suite aux événements survenus au Japon. La volonté actuelle d'accroître la part des énergies renouvelables est une chance pour l'économie, mais je crains que les milieux politiques agissent trop précipitamment en raison de la proximité des élections. Permettez-moi de préciser: je souhaite moi aussi que nous ne conservions l'énergie nucléaire seulement jusqu'à ce qu'une technologie encore meilleure et plus sûre puisse s'y substituer avantageusement. Mais si nous voulons remplacer la part du nucléaire d'actuellement 40% dans notre mix d'électricité, cela va prendre du temps. Compte tenu de l'évolution possible et des incertitudes liées aux énergies renouvelables, l'option de l'énergie nucléaire doit être maintenue. La survie des entreprises et le maintien des emplois passent également par la sécurité de l'approvisionnement et par des prix de l'électricité raisonnables.

Dans le même temps, les rapports de force se déplacent au sein de l'économie mondiale.

L'année dernière, pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, la part des exportations vers les pays extra-européens a dépassé 40%, tandis que la part des exportations à destination de l'UE est passée au-dessous de 60%. Jusque-là, cette proportion était proche des deux tiers. Il s'agit en l'occurrence d'un exemple de la bonne

coopération entre la politique et l'économie, qui a permis de tisser un réseau serré d'accords de libre-échange avec des États extra-européens. Ces accords sont actuellement au nombre de 23, et deux autres sont en cours d'élaboration avec la Chine et l'Inde. Cela montre que les affaires étrangères, la politique économique, mais aussi l'entrepreneuriat ont contribué efficacement à ce déplacement des rapports de force en faveur de l'Asie.

Est-ce réjouissant?

Oui, tout à fait, mais le succès et la satisfaction ne doivent pas déboucher sur un sentiment de suffisance. C'est souvent durant une longue phase de succès que les erreurs viennent gripper la machine économique. À mes yeux, une tâche majeure d'économie-suisse est de sensibiliser la population et le monde politique à l'importance de la compétitivité économique. C'est là le seul moyen de garantir des emplois et une belle qualité de vie.

Gerold Bühler

Gerold Bühler est président d'économie-suisse depuis 2007. Il a siégé au Conseil national de 1991 à 2007 et a été membre de plusieurs commissions pendant cette période. Gerold Bühler, qui a étudié les sciences économiques à l'Université de Zurich, assume aujourd'hui plusieurs mandats d'administrateur, notamment chez Swiss Life et Georg Fischer. Depuis 2008, il est également membre du Conseil de banque de la Banque nationale suisse.



Le succès et la satisfaction ne doivent pas déboucher sur un sentiment de suffisance.»



«Pour garantir un approvisionnement énergétique sûr, il faut favoriser la diversification.»»



Entretien avec Pascal Gentinetta réalisé par Edgar Bloch. Photos: Stahl Fotografie

Le Conseil fédéral et le Conseil national veulent sortir du nucléaire en 2034. Ce revirement est la conséquence de la catastrophe de Fukushima. S'agit-il d'un tournant irréversible dans la politique énergétique de la Suisse?

Lors de chaque événement tragique, nous devons procéder à une analyse fondée et détaillée de ses causes et conséquences. L'émotion suscitée par la catastrophe de Fukushima est bien compréhensible. Toutefois, sortir du nucléaire ne saurait se faire dans la hâte et sans solution de rechange.

C'est une décision qui doit être mûrie, en procédant à une pesée soigneuse de tous les intérêts.

economiesuisse avait exigé du Conseil fédéral de ne pas prendre des décisions hâtives. Était-ce réaliste d'attendre dans une année électorale, compte tenu des inquiétudes légitimes qui se sont fait jour dans la population?

Le Conseil fédéral a certes réagi de manière appropriée en suspendant les procédures en cours, concernant les demandes d'autorisations géné-

rales pour les centrales nucléaires de remplacement. Toutefois, nous regrettons que les décisions prises précipitamment depuis lors, ne s'inscrivent pas dans une stratégie cohérente sur le long terme. La conception globale, acceptée depuis par le Conseil national, tient insuffisamment compte du fait que trois centrales nucléaires arrivent à échéance entre 2020 et 2022. En parallèle, les contrats d'approvisionnement passés avec la France vont disparaître petit à petit. Tout cela entraîne un grave problème d'approvisionnement élec-

trique. À court terme, les décisions prises rendent indispensable la construction d'un nombre important de centrales à cycle combiné alimentées au gaz, même si cela n'est pas optimal du point de vue des conséquences climatiques relatives aux émissions de CO₂.

L'énergie nucléaire produit aujourd'hui 40% de l'électricité suisse. Que doit faire ce pays pour assurer un approvisionnement indépendant respectueux de la sécurité de sa population et de son économie?

L'alimentation électrique repose sur deux piliers essentiels: 55% de notre électricité proviennent des sources hydrauliques renouvelables et 40% du nucléaire. Enfin, pas même 2% sont issus des nouvelles énergies renouvelables. Ce mix combine avantageusement les différentes sources pour assurer un approvisionnement sûr, grâce aux barrages et aux centrales nucléaires existantes. L'hydraulique et le nucléaire comportent, par ailleurs, l'avantage d'être les seules sources qui permettent de constituer des réserves, compte tenu des fortes variations saisonnières de la consommation. Par ailleurs, cette diversification permet de garantir une production de courant propre et respectueuse de l'environnement, si on songe que l'hydraulique ne rejette que 4 grammes de CO₂/kWh et le nucléaire 8 grammes de CO₂/kWh. À titre de comparaison, le gaz provoque des émissions de 400 à 500 grammes de CO₂/kWh. Par ailleurs, le prix de l'électricité reste très compétitif. L'hydraulique et le nucléaire ne coûtent que 6 à 8 centimes/kWh à produire.

Pour sortir de la dépendance du nucléaire, certains vont jusqu'à prôner une réduction de la croissance. Qu'en pensez-vous?

Cette idée sous-tend soit une réduction de la demande par la démographie, puisque celle-ci engendre une augmentation des besoins énergétiques et en électricité, soit un découplage par rapport à la croissance économique. Les progrès de la technologie entraînent beaucoup de gains d'efficacité, mais notre mode de consommation

requiert dans le même temps un nombre toujours plus grand d'instruments électroniques. Nous nous heurtons donc à un choix de société. Pour notre part, nous prôtons la responsabilité individuelle. Par ailleurs, nous saluons les efforts librement consentis par l'industrie, réalisés dans le cadre de notre Agence de l'énergie pour l'économie (AEnEC) que je préside. Les 2000 entreprises membres, qui représentent un sixième de la demande totale suisse en électricité ont économisé à ce jour 10% du total de leur consommation annuelle, ce qui correspond à un milliard de kilowattheures (1 TWh). Il est indispensable que ce modèle de participation volontaire des entreprises se poursuive, en dépit des efforts du Parlement qui entend remettre en question l'existence de l'AEnEC, dans le cadre de la révision de la loi sur le CO₂.

Allez-vous vous engager dans la promotion encore plus intensive de l'énergie hydro-électrique? On pense, par exemple, à une augmentation des capacités des barrages existants, comme la centrale de pompage-turbinage du Grimsel.

Toutes les possibilités réalistes pour augmenter les sources d'approvisionnement provenant des énergies renouvelables méritent d'être explorées. Dans cet esprit, l'hydraulique reste, par excellence, la filière la plus fiable. Nous soutenons donc les démarches conduisant à des surélévations de barrages, tel celui du Grimsel. Toutefois, le potentiel d'amélioration reste ici limité. Il se monte à 2 TWh, soit 5% de la production totale d'énergie électrique. Il convient aussi de garder à l'esprit que les oppositions à ces hausses de capacité des barrages sont nombreuses et fortes. Elles sont issues des milieux environnementaux, des protecteurs de ruisseaux ou des milieux de pêcheurs.

À court et moyen termes, les centrales à gaz paraissent une bonne solution transitoire. Comment comptez-vous convaincre les milieux politiques de compenser une partie des émissions de CO₂ hors de Suisse?

Cette discussion doit se mener dans le

cadre de la révision de la loi sur le CO₂. Contre notre avis, le Parlement veut contraindre les exploitants de prendre toutes les mesures de compensation des émissions de CO₂ uniquement par des réductions indigènes de l'ordre de 20%. Or, d'un point de vue économique et écologique, celles-ci n'ont aucun sens lorsqu'on sait qu'une réduction d'une tonne de CO₂ coûte 15 à 20 francs à l'étranger contre 30, 100 voire 500 francs en Suisse. Toute solution aux émissions ne peut trouver sa réponse que d'un point de vue global. Les prix doivent être réalistes. Il importe que le Parlement prenne conscience des conséquences de ses décisions et en tire les bonnes conclusions.

economiesuisse va-t-elle s'engager encore plus résolument dans le soutien aux énergies renouvelables qui restent coûteuses?

C'est vrai qu'on entend souvent dire que la Suisse ne consent pas assez d'efforts dans le soutien aux énergies renouvelables. Néanmoins, avec une production électrique renouvelable totale de 60%, dont 55% dans l'hydraulique, j'observe que notre pays est à la pointe dans ce domaine. De surcroît, il y a les nouvelles sources renouvelables (éolien, solaire, biomasse, etc.) que la Suisse aurait bien tort de négliger. Toutefois, ces nouvelles filières ont encore à démontrer toute leur viabilité d'un point de vue économique et leur capacité à être produites en masse dans notre pays. Sans compter les questions non résolues posées par le stockage.



Toutes les possibilités réalistes pour augmenter les sources d'approvisionnement provenant des énergies renouvelables méritent d'être explorées.»



La convergence autour de la garantie d'un approvisionnement sûr et indépendant est très forte.»



Pascal Gentinetta

est président de la direction d'économie-suisse depuis le 1^{er} octobre 2007. Auparavant, depuis 1999, il était responsable des domaines Finances et Fiscalité. Pascal Gentinetta a étudié les sciences économiques et le droit à l'Université de St-Gall (HSG) et a obtenu un doctorat en sciences économiques. Il a travaillé de 1996 à 1999 au Département fédéral des finances en tant qu'économiste et spécialiste du financement des grands projets d'infrastructures. Depuis 2008, il préside l'Agence de l'énergie pour l'économie et est membre du Conseil de fondation pour le Centime Climatique.

economiesuisse a-t-elle procédé à une analyse des coûts et des opportunités de ces filières prometteuses?

Pour les entreprises, la fixation d'un prix compétitif reste le critère décisif. La production de l'hydraulique et du nucléaire oscille aujourd'hui entre 6 et 8 centimes/kWh, l'éolien revient à 20 centimes/kWh et le solaire se fixe entre 30 et 60 centimes/kWh. Bien entendu l'évolution technologique va contribuer à une baisse de ces nouvelles énergies, mais le risque de miser sur une production trop chère ne saurait être exclu. De surcroît, il faut rester réaliste quant à la capacité de ces sources à couvrir l'ensemble de nos besoins énergétiques, même si leur production devait être déclinée.

Comment economiesuisse concilie-t-elle les intérêts souvent contradictoires des entreprises électriques et des autres secteurs économiques et industriels?

Dans 95% des cas, nous constatons une convergence de vues. Par contre, il est dans la nature des choses que

les producteurs d'électricité souhaitent profiter du prix le plus élevé possible, tout comme les entreprises consommatrices souhaitent avoir les charges les plus basses. Si des approches différentes existent sur ce point entre nos membres, la convergence autour de la garantie d'un approvisionnement sûr et indépendant est cependant très forte.

L'économie suisse s'attend-elle à de nouvelles mesures internationales contre le CO₂ et se montre-t-elle préparée à relever ce défi?

De nouveaux objectifs globaux doivent être fixés. Il n'est pas possible pour la Suisse de faire cavalier seul. Cependant, les résultats obtenus par les mesures volontaires de l'économie suisse dépassent nos attentes. L'AEnEC et la Fondation Centime Climatique se montrent prêtes à consentir à davantage d'efforts pour autant que le Parlement les laisse poursuivre leurs activités après 2012. Pour l'heure, les conditions-cadre requises ne sont pas réunies.

Politique économique en 2011, année électorale. Pour les élections fédérales 2011, economie-suisse a créé une plateforme Internet, www.elections.ch, consacrée aux thèmes de politique économique.

Des informations de fond sur de nombreuses thématiques

Dans la perspective des élections fédérales 2011, les candidats au Conseil national et au Conseil des États doivent se préparer sur des thèmes de politique économique qui feront l'objet de «débats brûlants», dont entre autres, pour n'en mentionner que quelques-uns, la réglementation des marchés financiers, la politique européenne, l'approvisionnement énergétique, la politique climatique, le droit de la société anonyme, la politique fiscale et sociale. economie-suisse a créé à leur intention ainsi que pour toutes les personnes intéressées une plateforme électorale. Les candidats aux élections peuvent y puiser les informations qui leur permettront de se préparer aux débats et aux interventions dans les médias. L'élément essentiel de cette plateforme est le site Internet www.elections.ch. Il recèle quantités d'informations de fond: onze dossiers déclinés en 37 fiches sur les thèmes de politique économique qui marqueront l'actualité en Suisse jusqu'en 2015. Le site expose aussi des solutions prometteuses aux yeux de l'économie.

Tester ses positions

Les candidats peuvent par ailleurs effectuer un test pour comparer leurs positions à celle de l'économie. Le test s'appuie sur des affirmations liées à des thèmes de politique économique.

Chaque affirmation est accompagnée d'un lien vers une fiche thématique qui permettra aux internautes de comprendre en quoi leur position diverge de celle de l'économie. La correspondance avec les positions de l'économie est indiquée sous la forme d'un pourcentage. En outre, un schéma intelligent («smarts spider») transpose les positions. Les candidats sont libres de divulguer leurs résultats aux électeurs. Ce test est ouvert à tous.

L'offre du site www.elections.ch comprend aussi une brochure intitulée «Les clés du succès de la Suisse», qui permet de se faire rapidement une idée des enjeux des thèmes prioritaires de la prochaine législature, ainsi qu'un agenda de manifestations portant sur des thèmes de politique économique et des ateliers médias ouverts aux candidats.



Les fiches thématiques suivantes sont disponibles en format PDF sur le site www.elections.ch:

► Politique économique générale

Politique économique suisse
Politique conjoncturelle
Politique monétaire
Réglementation des marchés financiers
Place financière suisse

► Politique économique extérieure

Suisse-UE
OMC et accords de libre-échange

► Fiscalité

Souveraineté fiscale (internationale)
Concurrence fiscale (intercantonale)
Réforme de l'imposition des entreprises III
TVA
Imposition des personnes physiques

► Finances

Finances publiques
Frein à l'endettement
RPT et fédéralisme

► Infrastructures

Infrastructures: vue d'ensemble
Transports
Aviation
Poste
Télécommunications

► Énergie et environnement

Politique climatique
Pénurie d'électricité

► Formation et recherche

Politique relative aux hautes écoles
Scolarité obligatoire
L'innovation en Suisse
Génie génétique

► Concurrence et réglementation

Droit de la société anonyme et gouvernance d'entreprise
Droit des consommateurs
Protection des marques
Aménagement du territoire
Politique de la concurrence

► Politique sociale

État social
AVS
AI

► Politique de la santé

Politique de la santé

► Agriculture

Agriculture

La confiance est rétablie, mais des points d'interrogation subsistent. Le franc fort freine la dynamique économique.



Rudolf Minsch

est membre de la direction d'économiesuisse et chef économiste. Il s'occupe des questions concernant la politique économique générale et la formation. Il est en outre responsable du développement du modèle de simulation économique SwissSim dans le cadre du Centre de formation continue de l'Université de Saint-Gall, où il donne aussi des conférences. Rudolf Minsch enseigne également la politique économique en tant que professeur invité à la Haute école de technique et d'économie de Coire (HTW).

La reprise de 2010 a dépassé toutes les attentes. Faisant mentir les pronostics, la Suisse n'a traversé qu'une courte période de disette en raison de la crise mondiale et a affiché des taux de croissance réjouissants à tous les trimestres. Son économie s'est donc remise bien plus vite que celle de nombreux autres pays, grâce aux exportations, mais aussi à la vigueur persistante de la consommation privée. De toute évidence, la confiance dans la stabilité de notre système économique est restaurée. Les investissements ont donné l'an passé de fortes impulsions à la croissance.

Perspectives pour 2011/2012

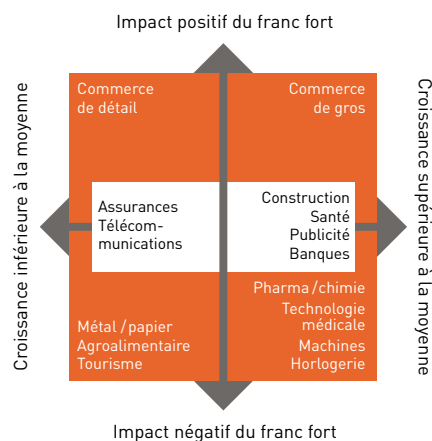
Ces signaux positifs ne doivent cependant pas faire oublier que les conséquences de la crise financière et de l'endettement resteront visibles encore longtemps, à l'image des problèmes structurels mis au jour récemment qui affectent depuis longtemps certains pays de la zone euro comme la Grèce, l'Irlande ou le Portugal. Il faudra des années pour vaincre ces difficultés qui ont des conséquences concrètes pour la Suisse également. Juste avant la fin de l'année, le taux de change de l'euro

«Il serait contre-productif de durcir la réglementation applicable à la place financière suisse sans tenir compte du contexte international.»

est tombé pour la toute première fois sous la barre de 1,25 franc et, à ce jour, la monnaie unique européenne n'a pas véritablement récupéré. La crise de l'endettement touche aussi des pays membres de l'OCDE hors de l'UE, dont les États-Unis. Au cours des douze derniers mois, le billet vert n'a cessé de se déprécier, en réaction à l'énorme expansion de la masse monétaire par la banque centrale américaine.

Les actuels taux de change avec l'euro et le dollar pèsent lourdement sur le tourisme et les entreprises exportatrices et freinent sensiblement la reprise dans les industries du textile, des machines, des équipements électriques et des métaux. Ceci touche particulièrement les PME. economiesuisse pense néanmoins que le moteur économique suisse ne se grippera pas sérieusement dans un proche avenir. Il faut s'attendre à un ralentissement conjoncturel en

Tendances conjoncturelles



Source: economiesuisse

Les taux de change actuels avec l'euro et le dollar pèsent lourdement sur la branche du tourisme et les entreprises exportatrices suisses.

Davantage d'autonomie pour les hautes écoles. Ce n'est pas à l'État de définir le profil des différents établissements de formation.

2012. De plus, la persistance du franc fort aura des conséquences sur l'industrie à long terme: dans les investissements, le problème du taux de change risque de faire plus souvent pencher la balance en faveur d'autres zones monétaires. Les entreprises suisses doivent innover beaucoup et bien pour éviter une désindustrialisation supplémentaire de la Suisse.

«Too big to fail»: réglementation des marchés financiers avec mesure

La place financière suisse se trouve, une fois de plus en 2011, au cœur des décisions de politique économique. Les événements survenus en 2008 et en 2009 ont montré l'impact sur l'ensemble d'une place économique et le funeste effet boule de neige que la faillite de grands établissements financiers peut avoir. La Suisse héberge deux grandes banques et est particulièrement exposée à cet égard. economiesuisse salue le train de mesures présenté par la commission d'experts instituée par le Conseil fédéral pour répondre au problème par une approche couvrant tous les aspects. Les instruments prévus sont susceptibles de renforcer la place financière et de mettre la Suisse à l'abri d'une autre opération de sauvetage comme celle qui a été nécessaire pour UBS.

Il serait cependant contre-productif de durcir la réglementation applicable à la place financière suisse sans tenir compte du contexte international, car cela réduirait excessivement la compétitivité des grandes banques nationales. Si economiesuisse s'engage en faveur d'exigences en matière de fonds propres plus strictes en Suisse qu'ailleurs, il faut cependant absolument se réserver la possibilité de procéder à d'autres adaptations dans l'éventualité où d'autres places financières importantes ne mettraient pas en œuvre les normes de Bâle III.

Politique des hautes écoles: gros soucis avec la LAHE

La Suisse en tant qu'espace de formation va subir des réformes fondamentales. Ainsi veut-on redéfinir les règles du partenariat peu structuré entre la Confédération et les cantons dans le domaine des hautes écoles. La loi fédérale sur l'aide aux hautes écoles et la coordination dans le domaine suisse des hautes écoles (LAHE) soumise par le Conseil fédéral au Parlement poursuit deux buts: d'une part, établir les procédures pour la coordination et l'assurance de la qualité commune et, d'autre part, définir des critères pour l'attribution des subventions fédérales. Cette approche judicieuse est cependant contrebalancée par toute une série d'aspects négatifs. Avec la LAHE, les cantons se voient attribuer un rôle dominant. Cela restreint fortement l'autonomie des établissements, pour lesquels il devient plus difficile de renfor-

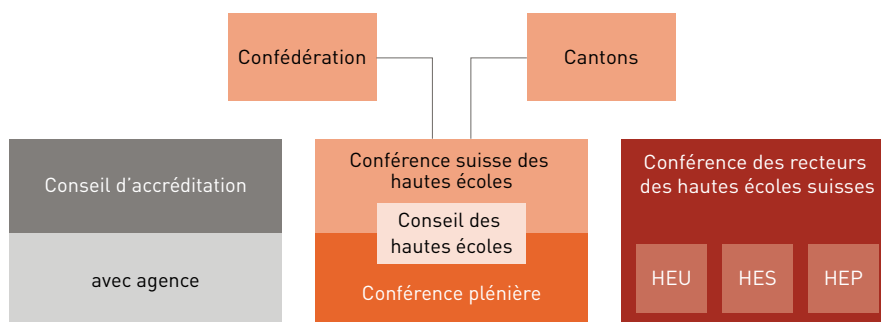
«Avec la LAHE, les cantons se voient attribuer un rôle dominant dans la politique des hautes écoles.»

cer leur orientation vers le marché et de se positionner avec succès par rapport à la concurrence internationale. D'une manière générale, la LAHE privilégie des éléments planistes et risque ainsi de mener à des erreurs d'aiguillage lourdes de conséquences.

PISA: léger mieux

Si les résultats des dernières études PISA publiés en décembre 2010 par l'OCDE révèlent un léger mieux par rapport aux années précédentes, les aptitudes et connaissances scolaires des jeunes doivent cependant encore être améliorées. Dans les domaines clés de la lecture, des mathématiques et des sciences, la Suisse se situe au-dessus de la moyenne, mais ne doit pas s'en contenter, vu l'écart encore important par rapport aux meilleures nations. L'école obligatoire doit fixer plus de priorités. La langue première et les mathématiques restent certes les éléments décisifs, mais il faut éveiller et faire augmenter l'intérêt des jeunes pour les matières et professions techniques et scientifiques. Les milieux économiques réalisent déjà d'énormes efforts dans cette optique.

Restructuration des organes des hautes écoles selon la LAHE



HEU: Hautes écoles universitaires, HES: Hautes écoles spécialisées, HEP: Hautes écoles pédagogiques
Source: Secrétariat d'État à l'éducation et à la recherche

La LAHE simplifie considérablement les structures des organes des hautes écoles. La Conférence universitaire suisse, dominée par les cantons, constituera désormais l'organe central.

Assurer l'accès au marché mondial. Dans les échanges économiques internationaux, les entreprises suisses doivent pouvoir compter sur des règles du jeu prévisibles.



Jan Atteslander

est membre de la direction d'économiesuisse et s'occupe des questions liées à la politique économique extérieure. Dans ses fonctions, cet économiste bernois représente economiesuisse au sein du groupe d'experts Balance des paiements de la Banque nationale suisse. M. Atteslander est actif au sein de l'ICC aux niveaux national et international ainsi que membre du Comité de l'investissement international et des entreprises multinationales du BIAC et du Comité consultatif de l'AELE.

Combattre les tendances au cloisonnement

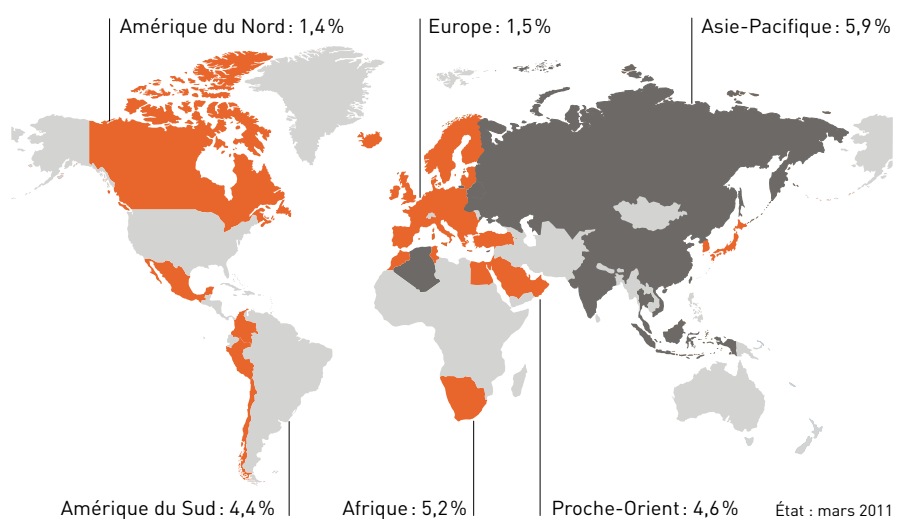
En réaction à la crise économique et financière mondiale, de plus en plus d'États cherchent à verrouiller leurs marchés. Ils majorent leurs droits d'entrée, introduisent des clauses favorisant l'achat de produits indigènes et restreignent certains types de placement. Ces dernières années, les États du G20 ont, à eux seuls, pris 400 mesures ayant pour effet de limiter la concurrence, dont pas moins de 90 affectent directement la Suisse. Il est donc d'autant plus important de faire enfin aboutir les négociations de l'OMC, toujours bloquées. Cela donnerait à l'économie mondiale une impulsion durable. D'après une étude du Peterson Institute for International Economics, on pourrait ainsi s'attendre à un supplément de croissance annuel de 300 à 700 milliards de dollars à l'échelle planétaire.

Les accords de libre-échange renforcent la compétitivité

Un autre instrument efficace pour assurer l'accès non discriminatoire de nos entreprises aux marchés étrangers est celui des accords bilatéraux de libre-échange. Jusqu'ici, la Suisse en a conclu 26. Pour les futurs accords, la règle d'or reste la même: la qualité avant la quantité. La priorité va aux accords passés avec d'importants marchés en croissance comme la Russie, l'Inde et la Chine. L'accès à ces marchés doit être au moins aussi aisé que celui que nous avons avec nos principaux concurrents étrangers. Sont particulièrement importants les accords globaux qui, au-delà de la libéralisation du commerce des marchandises, couvrent aussi les services, les investissements, les marchés publics, les facilités commerciales, la protection de la propriété intellectuelle et la concurrence.

Partenaires de libre-échange de la Suisse (année de l'entrée en vigueur de l'accord)

Croissance moyenne du PIB entre 2005 et 2009



Avec ces pays, un accord de libre-échange

■ a été signé et/ou est entré en vigueur

■ est en cours de négociation ou des préparatifs sont réalisés en vue de négociations

Source: OECD Economic Outlook

La Suisse et l'UE: deux économies importantes l'une pour l'autre

Les principaux partenaires commerciaux de la Suisse et de l'UE en 2010

Principaux marchés d'exportation de l'UE	Principaux marchés d'exportation de la Suisse
1. États-Unis	UE
2. Chine	États-Unis
3. Suisse	Chine
4. Russie	Japon

Sources: Eurostat et Administration fédérale des douanes

Abaissier les droits de douane

Depuis le 1^{er} janvier 2011, la Suisse exige des données supplémentaires et procède à des études de risques pour le commerce avec les États non membres de l'UE. Jusqu'à présent, la mise en œuvre de cette politique se déroule sans problème. Le statut d'opérateur économique agréé (OEA) sera introduit prochainement. Ses principaux avantages sont une certification simple et rapide, de même que la reconnaissance internationale. Car on compte en moyenne, pour chaque entreprise exportatrice, plusieurs milliers de déclarations douanières par année, dont chacune occasionne des coûts. Au niveau national comme au niveau international, des efforts sont entrepris pour simplifier les contacts entre entreprises et douanes ainsi qu'entre autorités douanières, sous la forme de solutions informatiques.

L'initiative de l'ASIN restreint notre marge de manœuvre

La stabilité des conditions-cadre, vitale pour les entreprises dans leurs activités à l'étranger, est garantie par un dense réseau de traités internationaux. Par son initiative «accords internationaux: la parole au peuple», l'ASIN souhaite introduire le référendum obligatoire

pour tous les accords portant sur des domaines dits «importants». Le peuple et les cantons devraient dès lors se prononcer sur une multitude de textes, ce qui limiterait considérablement la liberté de manœuvre de la Suisse en matière commerciale et fragiliserait sa réputation de partenaire fiable. L'économie suisse rejette résolument cette initiative.

La voie bilatérale avec l'UE demeure la meilleure option

L'UE est le principal partenaire commercial de la Suisse. Celle-ci est à son tour, après les États-Unis et la Chine, le troisième client de l'UE pour les échanges de marchandises. Par conséquent, il est indispensable de maintenir de bonnes relations et des conditions générales fiables entre la Suisse et l'UE. Face au dynamisme de multiples développements, il importe de réexaminer les positions fondamentales de la politique européenne de la Suisse. En mai 2010, l'économie suisse a été la première organisation à procéder à cette réévaluation. Son rapport a été rédigé en étroite collaboration avec ses membres. Malgré la multiplicité des branches et des tailles d'entreprises, la conclusion qu'en tirent les 120 membres d'économie suisse, qui représentent quelque 30 000 entreprises, est claire et largement partagée: la poursuite de la voie bilatérale reste en l'état la meilleure option de politique européenne.

Un accord qui a fait ses preuves

Pour la Suisse, la voie bilatérale a largement fait ses preuves. L'accès des biens industriels au marché unique et l'accord de libre circulation des personnes ont contribué à stimuler la croissance de notre économie. À elle seule, la libre circulation a fait progresser de 4 à 5 milliards de francs, estime-t-on, le produit intérieur brut (PIB) de la Suisse. Dans de nombreuses branches, l'économie

«En mai 2010, l'économie suisse a été la première organisation à réévaluer la politique européenne de notre pays.»

helvétique a pu recourir très avantageusement au personnel bien formé provenant de l'espace UE.

Clarifications sur des questions institutionnelles et des accords futurs

Afin de préciser un certain nombre de questions institutionnelles, la Suisse et l'UE ont mis sur pied un groupe de travail conjoint en été 2010, pour définir le moyen de mieux tenir compte de l'évolution du droit dans les accords. Cette démarche est judicieuse. L'économie suisse s'oppose, en revanche, à une reprise automatique du droit de l'UE, même si elle estime nécessaire, bien sûr, d'intensifier les relations sur les sujets d'intérêt mutuel. L'économie soutient des négociations bilatérales dans le domaine agroalimentaire comme dans ceux de la législation des produits chimiques et du commerce de l'électricité. Au chapitre fiscal, il convient de préserver notre souveraineté et de procéder aux réformes nécessaires de manière autonome et dans notre intérêt. En Suisse et dans l'UE, l'importance économique du secteur des services est considérable. Malgré cela, l'accès réciproque aux marchés continue de se heurter à de sérieuses barrières. Par exemple, un accord global sur les services n'est pour l'heure pas une option, car il entraînerait de fortes contraintes bureaucratiques. Il vaut la peine, en revanche, d'étudier la possibilité d'améliorer l'accès réciproque aux services financiers. L'on cherche actuellement à déterminer si les accords cités doivent être négociés dans le cadre d'une approche d'ensemble coordonnée.

Des réformes fiscales pour une place économique forte. La concurrence fiscale internationale se poursuit à l'heure où de nombreux États font face à une hausse des besoins financiers. La Suisse doit donc optimiser en permanence son système fiscal.



Urs Furrer

est membre de la direction et responsable du domaine finances et fiscalité depuis l'automne 2010. Il a rejoint economiesuisse en 2004. Précédemment, il a travaillé comme avocat auprès d'une société internationale de révision et de conseil.

De nombreux États ont vu leurs besoins financiers augmenter massivement durant la crise économique. Dans ce contexte, les questions de politique fiscale se posent de façon aiguë dans les pays économiquement compétitifs. C'est particulièrement vrai pour la Suisse, pays pauvre en matières premières et au marché intérieur étriqué; dans le contexte de la concurrence entre places économiques, notre pays est contraint de miser sur d'autres atouts pour attirer des entreprises. Un climat fiscal clément constitue un avantage essentiel à cet égard. Ce facteur

exerce une influence notable sur les décisions d'implantation des entreprises. In fine, les emplois créés en Suisse et la prospérité du pays dépendent dans une mesure importante de la qualité de l'environnement fiscal.

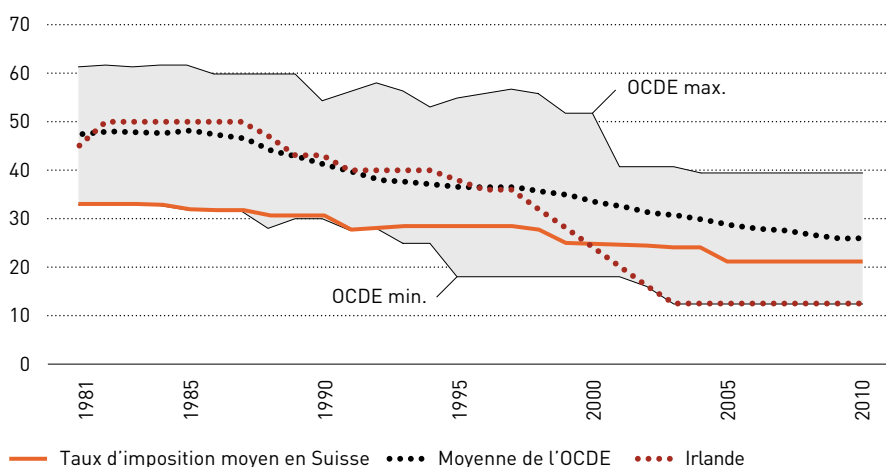
Rester compétitif grâce à une politique fiscale attrayante

Les réformes de l'imposition des entreprises introduites aux niveaux fédéral et cantonal au cours des dernières années ont porté leurs fruits. L'attrait de la Suisse s'est renforcé. Ce succès doit être défendu dans le contexte de concurrence fiscale qui règne à l'échelon international. D'un côté, des organisations telles que l'UE et l'OCDE cherchent à harmoniser les systèmes fiscaux. Mais en parallèle, certains États exploitent leur marge de manœuvre de manière ciblée et ne cessent d'optimiser leurs systèmes fiscaux. De nombreux pays actuellement en quête de ressources

«Les réformes de l'imposition des entreprises introduites aux niveaux fédéral et cantonal au cours des dernières années ont porté leurs fruits. L'attrait de la Suisse s'est renforcé.»

Taux d'imposition consolidé sur les bénéfices des entreprises

En %, de 1981 à 2010



Les taux d'imposition sur les bénéfices des entreprises diminuent. La Suisse a réagi à cette évolution, de sorte que son taux d'imposition des bénéfices moyen se situe toujours en-dessous de celui de l'OCDE. Elle a toutefois perdu l'avance considérable dont elle jouissait encore il y a 20 ans.

Réformes structurelles toujours nécessaires. La Suisse a bien surmonté la crise grâce au frein à l'endettement. Elle doit continuer de maîtriser ses dépenses.

«Les obstacles à l'établissement d'entreprises en Suisse, tel le droit de timbre d'émission, doivent être supprimés.»

financières supplémentaires privilégient l'augmentation des impôts sur la consommation à l'alourdissement de l'imposition des bénéfices des entreprises. Dans ce dernier domaine, la compétition se poursuit donc à l'échelon international.

Ce contexte représente un défi pour la Suisse et la contraint à prendre les devants sur le terrain de la politique fiscale. Les éléments pénalisants doivent être systématiquement éradiqués et les potentiels d'optimisation exploités en toute autonomie. Les obstacles à l'établissement d'entreprises en Suisse, tels que le droit de timbre d'émission, doivent être supprimés. Enfin, la Suisse se doit de réagir à la tendance à la réduction de l'imposition des bénéfices observée dans d'autres pays en proposant elle-même des taux bas.

Un environnement fiscal attrayant améliore les rentrées fiscales

Les caisses de l'État ont aussi profité des réformes de l'imposition des entreprises menées ces dernières années. Le produit de l'impôt sur les bénéfices a plus que quadruplé depuis 1990 au niveau fédéral. Cette croissance est deux fois supérieure à celle des recettes de la Confédération en général. Les entreprises assument ainsi une part considérable du financement des tâches de l'État. Il en ressort qu'axer la politique fiscale sur le renforcement de l'attrait de la Suisse est une stratégie qui fonctionne. La conduite d'une telle politique facilite de surcroît grandement le financement des activités redistributives de l'État.

La crise économique et financière a laissé des traces profondes dans les finances publiques de la plupart des pays industrialisés. En comparaison internationale, la Suisse est dans une position enviable. Ce n'est pas le fruit du hasard. La Confédération et de nombreux cantons se sont dotés de freins à l'endettement ces dernières années. Ce choix s'est révélé des plus judicieux. Grâce à ces mécanismes, le niveau d'endettement public était supportable au moment où la crise a éclaté, contrairement à la plupart des autres pays. La modération affichée en matière de programmes conjoncturels s'est révélée payante également.

Le bon résultat du dernier compte d'État a conduit certains milieux à critiquer le frein à l'endettement. Ces critiques n'ont pas lieu d'être. Si la Suisse se trouve dans une situation relativement réjouissante, elle le doit précisément à

«La Confédération a réduit sa dette de 20 milliards de francs depuis l'introduction du frein à l'endettement.»

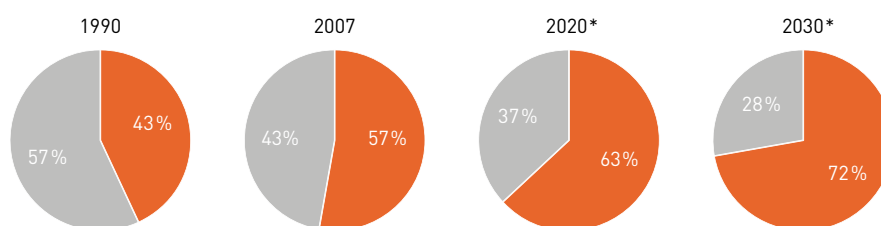
la politique financière prudente menée ces dernières années, que le frein à l'endettement encourage. La Confédération a réduit sa dette de 20 milliards de francs depuis l'introduction de ce mécanisme. Toutefois, les intérêts passifs se montent toujours à 3 milliards de francs par an – un montant qui manque pour financer de nouvelles tâches ou des mesures efficaces de promotion de la place économique.

Le réexamen des tâches est plus nécessaire que jamais

Les prévisions budgétaires les plus récentes montrent que la Confédération ne dispose d'aucune marge de manœuvre en matière de politique financière. Les

Dépenses de sécurité sociale et de santé de l'État

De 1990 à 2030



■ Assurances sociales et santé

■ Autres domaines de tâches

* Propres estimations sur la base de la tendance entre 1990 et 2007

Sources : Administration fédérale des finances (2010), Office fédéral des assurances sociales (2010), propres calculs

Les dépenses consolidées de la Confédération, des cantons et des communes en faveur de la prévoyance sociale et de la santé augmentent depuis des années à un rythme supérieur à la moyenne.

«L'introduction du frein à l'endettement est nécessaire dans les assurances sociales également. À défaut, de nouvelles dettes risquent d'obérer les comptes.»

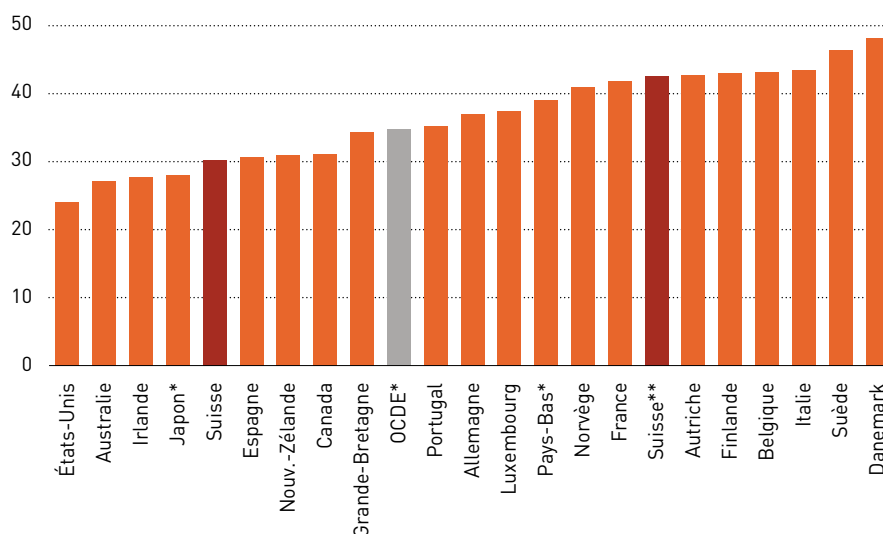
risques tendent même à s'accroître. Un réexamen des tâches de la Confédération est planifié de longue date; le Parlement a refusé une première étape de mise en œuvre lors des sessions de printemps et d'été 2011. Cette décision est certes supportable du point de vue de la politique financière actuelle, mais elle émet un signal problématique.

Des réformes structurelles, y compris l'abandon de certaines tâches et la définition de priorités, sont indispensables si l'on souhaite étendre la marge de manœuvre financière dont la Confédération a besoin pour se développer sainement dans la durée. On constate notamment que les dépenses sociales et de santé croissent au détriment d'autres tâches publiques. Des mesures s'imposent pour contrer ce processus d'éviction qui, à défaut, se poursuivra sans relâche. L'introduction du frein à l'endettement est nécessaire dans les assurances sociales en particulier, sans quoi de nouvelles dettes risquent d'obérer les comptes.

La quote-part fiscale a massivement augmenté en Suisse au cours des deux dernières décennies. Elle est désormais supérieure à la moyenne dans l'OCDE si l'on tient compte de tous les prélèvements obligatoires. La solution ne consiste certainement pas à augmenter encore taxes et impôts. Il s'agit, au contraire, de mener une politique financière disciplinée afin de créer une marge de manœuvre pour des réformes fiscales.

Quote-part fiscale selon les calculs de l'OCDE

En % du PIB, 2009



* Chiffres pour 2008 ** Quote-part fiscale de 2008, y compris versements obligatoires

Source: OECD Revenue Statistics 1965-2009

Contrairement à la majorité des pays, en Suisse, une part importante des dépenses obligatoires est destinée à des institutions privées (prévoyance professionnelle ou assurances accidents et maladie obligatoires, par exemple). Les prélèvements correspondants, prescrits par la loi mais versés à des sociétés privées, ne sont pas pris en compte dans les analyses de l'OCDE. Si on les intègre, la quote-part fiscale de la Suisse (42,6 %) équivaut à celle de la France ou de l'Autriche, et notre pays se situe ainsi dans la moyenne de l'OCDE.

Il n'y a pas de marché sans concurrence. Les restrictions étatiques doivent être limitées au strict nécessaire, d'autant plus que les dispositions de droit matériel suisses sont déjà très précises. Cela vaut aussi pour le domaine de la santé.



Thomas Pletscher

Juriste et membre de la direction d'économiesuisse (anciennement Vorort) depuis 1988, Thomas Pletscher est responsable des secteurs de la concurrence et de la réglementation. Il a exercé précédemment des activités dans la révision, dans une banque, dans une entreprise commerciale et dans la promotion des exportations. Au niveau national, il est membre de la Commission de la concurrence. Par ailleurs, il occupe les fonctions de secrétaire général d'ICC Switzerland et de correspondant du réseau suisse du Pacte mondial (Global Compact) des Nations unies.

Le droit des cartels est un instrument important pour une concurrence efficace

Protéger et promouvoir la concurrence sont deux tâches essentielles d'une politique économique libérale. Sur la base d'un rapport d'évaluation de la législation cartellaire, le Conseil fédéral a présenté en 2010 un projet de révision de la loi en la matière. Ce dernier reprend des requêtes importantes de l'économie, notamment l'exigence fondamentale d'une séparation entre l'autorité d'enquête et celle de décision. Aux yeux d'économiesuisse, il convient d'améliorer en particulier les points ci-après:

- L'indépendance de l'autorité compétente en matière de concurrence par rapport à l'administration doit être renforcée. Cette exigence constitue la clé d'une mise en œuvre efficace du droit de la concurrence et revêt une importance cruciale par rapport à des distorsions de concurrence induites par l'État.
- La procédure de notification d'éventuelles entraves à la concurrence est à raccourcir afin d'éviter que les entreprises soient freinées dans leurs investissements et leur développement.
- La collaboration avec les autorités étrangères doit être réciproque et non pas fonctionner à sens unique. Elle doit garantir la sauvegarde des droits des entreprises suisses.

La motion Schweiger exige que les entreprises disposant d'un programme de conformité crédible soient exposées à

«Le projet «Swissness» doit être assoupli sur des points essentiels et coller de plus près aux réalités pratiques.»

«L'indépendance de l'autorité compétente en matière de concurrence par rapport à l'administration doit être renforcée.»

des sanctions moins sévères et que les collaborateurs ayant passé des accords cartellaires puissent faire eux-mêmes l'objet de poursuites pénales. Cela constitue un pas dans la bonne direction s'agissant de l'ancrage du principe de culpabilité dans le droit des cartels. La proposition du Conseil fédéral de mise en œuvre dudit principe n'est toutefois pas réalisable concrètement et laisse trop de questions sans réponse. économiesuisse la rejette sous cette forme.

Protection accrue pour un label fort

La marque «Suisse» doit être protégée plus efficacement. Dans cette optique, l'économie salue le projet relatif à la révision de la loi pour la protection des armoiries ainsi que le durcissement de la réglementation contre les abus. Afin de tenir compte des besoins des branches, le projet «Swissness» du Conseil fédéral doit toutefois être assoupli sur des points essentiels et remanié de manière à coller de plus près aux réalités pratiques.

Lignes directrices pour une nouvelle politique de la santé

En Suisse, le poids du système de la santé n'a cessé d'augmenter au point de faire de ce dernier un important secteur économique. Par ailleurs, les coûts de la santé sont en hausse constante. Depuis des années, on observe une augmentation supérieure à la moyenne de la part des coûts financés par l'assurance obligatoire des soins. Dans ce contexte, économiesuisse a publié en juin 2011 les lignes directrices de l'économie pour une nouvelle politique

suisse de la santé. Celles-ci formulent les cinq exigences fondamentales suivantes:

1. Il appartient aux pouvoirs publics de fixer les conditions-cadre; en revanche, il faut autant que possible laisser le soin aux organismes privés de fournir les prestations.
2. La concurrence doit être intensifiée dans l'intérêt des patients, ce qui implique de promouvoir la transparence.
3. L'accès à des traitements innovants doit être garanti à tous les patients.
4. La responsabilité individuelle doit être renforcée.

5. Les coûts de la santé financés solidairement ne doivent pas augmenter davantage que ceux financés à titre privé.

Ces lignes directrices fournissent des critères à l'aune desquels il est possible d'évaluer des projets de réforme de la politique de la santé. L'exemple de la caisse unique, qui suscite beaucoup de discussions, montre clairement que l'économie ne peut pas soutenir un tel projet. En effet, la caisse unique va à l'encontre des principes de base d'une politique économique de marché.

La loi sur les cartels et les autres textes législatifs régissant la concurrence et les normes internationales en la matière



Dans l'optique d'une politique de concurrence au sens large, il convient d'évaluer la loi sur les cartels en tenant compte des autres lois suisses ainsi que des règles internationales ayant une incidence sur la concurrence.

ICN: International Competition Network (coopération entre autorités de la concurrence); OCDE: Organisation de coopération et de développement économiques; LETC: loi fédérale sur les entraves techniques au commerce; LTC: loi sur les télécommunications; LApEl: loi sur l'approvisionnement en électricité; LMP: loi fédérale sur les marchés publics; LMI: loi fédérale sur le marché intérieur; LCD: loi fédérale contre la concurrence déloyale; LSPr: loi fédérale concernant la surveillance des prix

Source: economiesuisse

Protéger la liberté entrepreneuriale. Il faut réduire les coûts de la réglementation du marché et le poids de celle-ci pour l'économie afin que les entreprises puissent se développer. Cela vaut aussi pour le droit de la société anonyme.

L'initiative Minder est préjudiciable à la place économique suisse

Dans le cadre de la révision du droit de la société anonyme et du droit comptable, l'économie suisse exige que la liberté entrepreneuriale et la souplesse soient maintenues au maximum. Les propriétaires doivent pouvoir choisir en toute autonomie leur mode d'organisation et leur politique salariale. L'initiative populaire «contre les rémunérations abusives» (initiative Minder) doit être rejetée, car elle contraindrait les entreprises cotées en Bourse à mettre en place des structures aberrantes. Afin de régler quelques cas spécifiques, l'auteur de l'initiative entend, comme il le dit lui-même, mettre sous tutelle les

conseils d'administration. Leurs tâches seraient confiées à la masse hétérogène des actionnaires. Un tel système entraînerait une insécurité juridique et des blocages.

l'économie suisse a exigé dès le départ que soit opposé à l'initiative un contre-projet compatible avec les besoins de l'économie. Des divergences essentielles subsistent cependant entre le Conseil national et le Conseil des États à son sujet. Les débats parlementaires se poursuivront au cours des sessions d'automne et d'hiver 2011, et la votation se déroulera, selon toute probabilité en 2012.

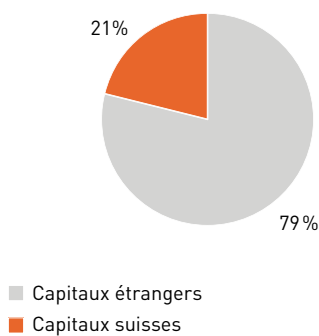
«La Suisse a besoin d'une bonne protection des consommateurs, toutefois sans excès.»

Politique de la consommation, oui mais avec mesure

La Suisse a besoin d'une bonne protection des consommateurs, toutefois sans excès. Ce point ne doit pas être oublié dans le contexte des révisions législatives prévues. Le Parlement a suivi l'économie suisse en décidant notamment au printemps que les conditions générales (CG) doivent être jugées en fonction des circonstances. Un contrôle abstrait des conditions générales par un tribunal – c'est-à-dire sans tenir compte du cas concret – n'est pas praticable.

Origine des investisseurs

Relevé actuel

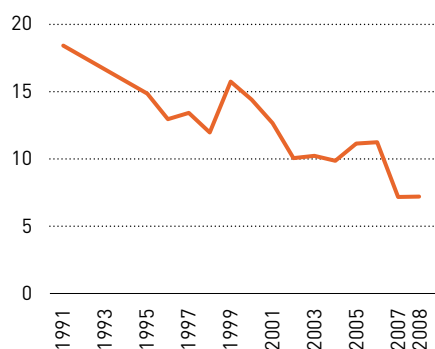


Source: calculs d'économie suisse

Les sociétés anonymes, qui représentent quelque 350 000 emplois, jouent un rôle clé pour l'économie suisse. De nombreuses sociétés anonymes helvétiques ont besoin d'actionnaires étrangers. Quant aux actionnaires, ils conservent leurs titres de moins en moins longtemps. En renforçant les droits des actionnaires, les porteurs à court terme et étrangers acquièrent plus de poids. Afin d'éviter de menacer nos SA, il importe de renforcer ces droits, mais de manière modérée.

Réduction de la durée de conservation des titres du SMI de 1991 à 2008

En mois



Sources: Ilias Läber, Investor Management, Staying Abreast of Shareholder Structure and Preferences, thèse, Zurich, 2004, p. 128 / Oliver Haag, Marco Cottinelli, Entwicklung der Aktionärsstrukturen bei Schweizer Publikumsgesellschaften, HES Saint-Gall, 2010

Les actionnaires ont tendance à conserver les titres de grandes sociétés suisses cotées en Bourse moins longtemps.

Des modifications s'imposent en matière d'assainissement d'entreprises

Le Conseil fédéral veut faciliter l'assainissement d'entreprises et améliorer la loi sur la poursuite pour dettes et la faillite (LP). Le droit actuel régissant l'insolvabilité est certes utile pour l'assainissement des entreprises, cependant il présente des faiblesses pratiques. Aux yeux de l'économie, il serait nécessaire d'intégrer dans le Code des obligations (CO) les améliorations en matière d'assainissement.

Les prescriptions applicables aux PME se multiplient

La réglementation applicable en particulier aux PME continue de se densifier. C'est décevant dans la mesure où la politique a toujours cherché à simplifier la vie des PME et qu'elle a pris des mesures dans ce sens. Le cadre réglementaire doit être élargi. l'économie suisse réclame d'urgence et encourage autant que possible une diminution substantielle des réglementations et des charges administratives.

Une base solide pour la place économique suisse.

Des infrastructures bien entretenues et performantes constituent la colonne vertébrale d'une économie prospère et un facteur de compétitivité décisif.



Dominique Reber

est membre de la direction et responsable du domaine des infrastructures, de l'énergie et de l'environnement. Il représente l'économie suisse au sein de la délégation du Conseil fédéral chargée de mener les négociations sur le climat. Après avoir étudié l'histoire et les langues romanes, Dominique Reber a fait un master en droit économique européen et international à l'Université de Saint-Gall.

La Suisse sous pression

Les infrastructures helvétiques figurent toujours parmi les meilleures du monde. Les économies émergentes, de nouvelles technologies et le manque de moyens pour la modernisation de réseaux vieillissants placent toutefois notre pays face à des défis de taille. De leur côté, les pays émergents mettent en place des infrastructures modernes, généralement avec le soutien d'investissements privés (partenariats public-privé), et ils pourraient prendre la tête en matière d'attractivité si la Suisse ignore ce changement. Notre pays doit se mesurer aux leaders mondiaux et ne pas prendre l'UE comme seule référence.

Le capital privé préserve les ressources publiques

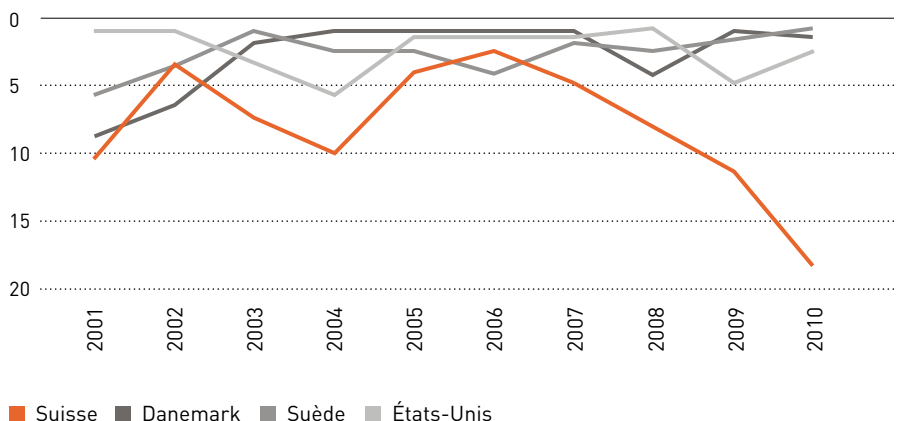
La Suisse est un pays de transit densément peuplé, ce qui soumet les infrastructures à une forte pression. Compte tenu de leur surcharge et de l'évolution technologique, il s'agira de moderniser les infrastructures existantes et d'en

«La place économique suisse doit se mesurer à l'aune de ce que les leaders mondiaux entreprennent.»

construire de nouvelles dans les vingt prochaines années, afin d'augmenter les capacités. Cela représente des coûts considérables. Afin que les ressources publiques ne soient malmenées, le financement des futures infrastructures nécessitera un recours accru aux capitaux privés. Il est donc important que les conditions-cadre permettent, encouragent et protègent les investissements privés. Par ailleurs, les exigences de politique régionale doivent s'insérer dans une perspective plus large. Les milieux économiques ont identifié des lacunes dans la mise en place d'une politique cohérente de planification, de hiérarchisation et de financement des infrastructures de demain.

Technologies de l'information et de la communication

Le positionnement des leaders mondiaux par rapport à la Suisse, 2001-2010



Source: The Economist Intelligence Unit, 2001-2010.

Depuis 2008, la Suisse tend clairement à reculer dans les classements.

Amélioration des flux de circulation routière

La surcharge croissante du trafic routier nuit à la compétitivité de la Suisse. C'est en particulier le cas pour le réseau des routes nationales dans les agglomérations, où le trafic régional et inter-régional s'additionnent. Pour l'économie suisse, il est important que le trafic routier soit amélioré en tenant compte de facteurs politiques, économiques, financiers et environnementaux. Aujourd'hui, la route participe au financement d'autres modes de transport.

Accroître le taux d'autofinancement du rail

L'infrastructure ferroviaire de la Suisse figure parmi les meilleures du monde. Mais son financement ne respecte pas suffisamment le principe de causalité et celui de l'entretien n'est pas assuré. Avec un taux d'autofinancement d'à peine 50 %, le système est menacé. Dans une telle situation, il n'est pas envisageable, pour des raisons financières, d'accroître les capacités, car la situation se dégraderait encore. Cette évolution serait au final désavantageuse pour notre pays. Dans les transports ferroviaires, les prix doivent aussi respecter davantage le principe de causalité afin d'améliorer l'autofinancement de cette importante infrastructure. L'objectif serait d'atteindre un niveau d'autofinancement équivalent à celui des transports routier et aérien. La situation du transport de marchandises doit en outre être améliorée vis-à-vis du transport de voyageurs.

Marché postal: les clients doivent eux aussi être gagnants

Acheteuse de quelque 80 % des prestations postales, l'économie a tout intérêt à ce que le marché postal fonctionne parfaitement. Une concurrence efficace conduit à des prestations de meilleure qualité ainsi qu'à une politique des prix plus attrayante. La révision de la loi

«Les pays émergents, les nouvelles technologies et l'absence de moyens pour renouveler des réseaux vétustes mettent notre pays face à de grands défis.»

sur la poste et de celle sur son organisation réalisée en 2010 a renforcé La Poste en tant qu'entreprise sans que le marché soit entièrement ouvert. Ce déséquilibre, ajouté aux distorsions de concurrence existantes, affaiblit la position des clients. De leur point de vue, une libéralisation se traduirait par des heures d'ouverture plus longues, des prix plus intéressants et des offres répondant mieux à leurs besoins. La Poste n'a pas besoin d'un monopole sur le marché des lettres, ainsi qu'elle l'affirme elle-même régulièrement. Le marché postal doit donc être libéralisé aussi vite que possible et offrir des conditions identiques à tous les acteurs du marché. C'est là le seul moyen pour que les généreux bénéficiaires régulièrement enregistrés par La Poste profitent également à ses clients.

L'industrie d'exportation dépend d'un trafic aérien efficace

Les coûts des services aériens constituent un important facteur de compétitivité. Il est nécessaires d'accroître l'efficacité, ainsi que le permettrait le projet de «Single European Sky». L'intégration de l'aviation européenne au système d'échange de quotas d'émissions EU-ETS à partir du 1^{er} janvier 2012 aura pour effet de pousser les prix à la hausse. Pour des raisons de politique climatique, cette démarche doit être saluée, même si l'industrie aéronautique est déjà largement incitée à accroître l'efficacité des réacteurs. Pour l'aviation suisse, il importe maintenant

de se mettre en quête de solutions judicieuses. Une taxe passagers pourrait constituer une option, mais il est important que les frais de perception restent bas.

Nouvelles technologies de télécommunication

Que ce soit pour la téléphonie mobile ou fixe, de nouvelles technologies sont utilisées (réseaux de fibre optique et réseaux «Long Term Evolution»). La Suisse doit tout mettre en œuvre pour rester attrayante pour les investisseurs suisses et étrangers. Il est donc nécessaire d'amener les valeurs d'émission de la téléphonie mobile au niveau européen. Il s'agit également de permettre l'installation de réseaux de fibre optique privés. La concurrence entre infrastructures et services doit être préservée.

Technologies de l'information et de la communication

La Suisse se laisse distancer dans le domaine des technologies de l'information et de la communication depuis plusieurs années et en 2010, elle s'est vu attribuer une peu glorieuse 19^e place au «Digital economy ranking» proposé par le renommé «The Economist». L'économie suisse et ICT Switzerland ont indiqué quelles mesures prendre dans leur «Agenda numérique 2020». Pour les pouvoirs publics, il s'agit principalement de mettre en œuvre les stratégies de cybersanté et de cyberadministration.

Garantir la sécurité de l'approvisionnement. Un abandon prématuré du nucléaire aura de graves conséquences. Il faut éviter des ruptures d'approvisionnement susceptibles d'affaiblir l'attrait de la place économique suisse.

La politique énergétique sens dessus dessous

La politique énergétique est actuellement soumise à des influences très diverses. Les fuites de pétrole massives dans le golfe du Mexique, la mise au jour d'immenses gisements de gaz de schiste aux États-Unis, les bouleversements politiques dans les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord ainsi que les conséquences tragiques du séisme et du tsunami au Japon sont les exemples les plus spectaculaires de ces derniers mois. Tandis que l'on ne cesse de formuler en Suisse de nouvelles exigences souvent contradictoires en vue d'une réorientation de la politique énergétique, celle-ci ne fait l'objet que de changements mineurs à l'échelle internationale. Les dernières analyses de l'Agence internationale de

l'énergie (AIE) confirment clairement les poussées de consommation dans les pays émergents. Leur industrialisation repose largement sur l'approvisionnement en électricité, dont l'infrastructure peine à suivre le rythme de développement. Certes, la Suisse a atteint un niveau de développement bien supérieur, mais elle n'en reste pas moins tributaire d'une alimentation électrique fiable, respectueuse du climat, sûre et économique. Suite au fort développement de la consommation ces dix dernières années, la Suisse est devenue importatrice nette de courant durant l'hiver. C'est pourquoi la sortie du nucléaire voulue par le Conseil fédéral aura des conséquences négatives. L'efficacité énergétique et le développement des énergies renouvelables resteront une priorité de la politique

«Une politique climatique limitée au territoire national serait contre-productive.»

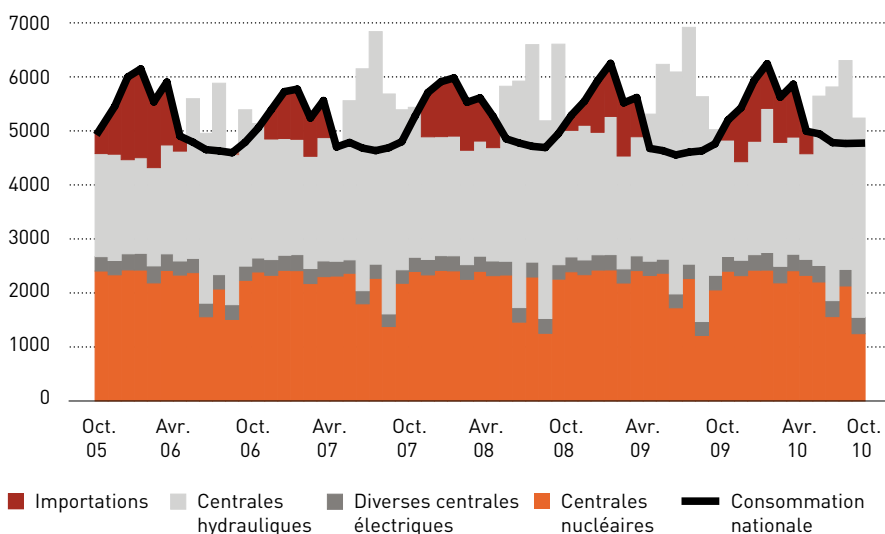
énergétique. Mais sans le remplacement à long terme de la capacité de production nucléaire par des capacités équivalentes, les prix de l'électricité vont croître massivement. Et les risques de ruptures d'approvisionnement entraîneront une détérioration notable de l'attrait de la place économique suisse.

Le succès de la politique climatique grâce aux mesures volontaires de l'économie

La Suisse présente un bilan remarquable en matière de politique climatique. Bien que, depuis 1990, la popu-

Consommation et production d'électricité en Suisse

En millions de kWh

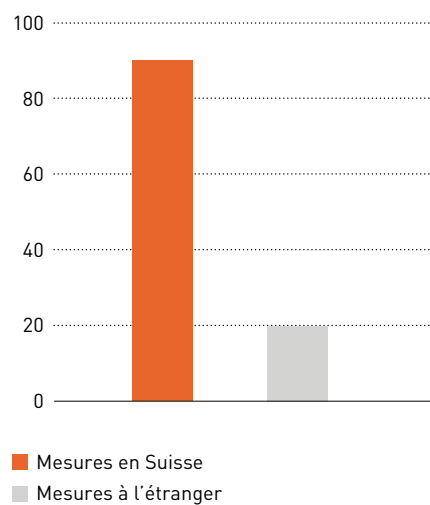


Source: Prognos, Perspectives énergétiques 2007.

Depuis dix ans, la Suisse accroît régulièrement ses importations pour couvrir ses besoins en électricité. Cette tendance est à la hausse.

Coût des mesures pour réduire les émissions de CO₂ d'une tonne

En francs suisses



Source: economiesuisse

Avec un même investissement, il est possible de réduire trois à cinq fois plus les émissions de gaz à effet de serre.

lation ait augmenté de plus de 15 % et l'économie de plus de 25 %, il a été possible de réduire les émissions de gaz à effet de serre de manière substantielle. Avec une diminution des émissions de CO₂ de plus de 4 millions de tonnes par an, un grand nombre de PME et de grandes entreprises y ont contribué de manière décisive. Il s'agit de poursuivre sur cette voie couronnée de succès. Une politique climatique focalisée sur la Suisse, de plus en plus dictée par l'État et entraînant un gonflement des structures administratives produirait l'effet contraire. Les modèles d'économie de marché et un accès facilité des entreprises au marché international des émissions sont beaucoup plus prometteurs, ne serait-ce que pour permettre l'exploitation dans notre pays de centrales à gaz à cycle combiné. C'est pourquoi l'économie entend poursuivre une politique climatique efficace, tournée vers des solutions globales, ainsi que la mise en œuvre des accords de Kyoto.

La préservation de la biodiversité, en Suisse et à l'échelle mondiale, prend une importance accrue. Economie-suisse reconnaît pleinement la valeur de la biodiversité et soutient les efforts engagés dans sa sauvegarde au moyen d'instruments d'économie du marché. En adhérant au protocole de Nagoya, en automne 2010, l'économie assume un rôle important dans la répartition équitable des possibilités d'accès au potentiel de la biodiversité. Par cet engagement, l'économie assume une fois de plus un rôle moteur dans la gestion responsable des ressources naturelles.

Le cleantech concerne l'ensemble de l'économie

En réalisant une étude et un plan directeur sur le potentiel du cleantech en Suisse, Economie-suisse a clairement montré où il convient de fixer les priorités. Il s'agit de valoriser les potentiels

«Les risques de ruptures d'approvisionnement entraîneront une détérioration notable de l'attrait de la place économique suisse.»

effectifs en évitant le développement d'une politique industrielle dirigiste et contraignante. Le cleantech n'est pas une branche sectorielle, mais une tâche qui incombe à l'ensemble de l'économie. Le succès se mesurera à la capacité de maintenir en Suisse les entreprises caractérisées par des émissions importantes et à créer les incitations propres à établir de nouvelles références en matière d'effets environnementaux et d'efficacité énergétique.

Des opérations de communication couronnées de succès. Mener des campagnes nationales en vue de votations populaires fait partie des compétences centrales d'economiesuisse.



Ursula Fraefel

est responsable de la communication et des campagnes ainsi que membre de la direction depuis le printemps 2010. Auparavant, elle a travaillé dans le journalisme et la communication, à son dernier poste en tant que rédactrice en chef de la Thurgauer Zeitung et, avant cela, pour la NZZ, le St. Galler Tagblatt ainsi que pour les agences Farner et Jäggi Burson Marsteller. Ursula Fraefel a étudié l'histoire de l'art et la philosophie à l'Université de Zurich et a fait un executive MBA en General Management à l'Université de St-Gall.

Défendre les atouts suisses

En 2010, economiesuisse a remporté deux campagnes de votation importantes du point de vue des intérêts de l'économie. Le 26 septembre, 53,4% des électeurs ont accepté la révision de l'assurance chômage (AC). Ce faisant, ils ont évité une hausse deux fois supérieure des cotisations sociales à compter de 2011. Avec la révision, l'AC peut continuer de jouer sa fonction importante pour assurer la sécurité sociale. Le 28 novembre, les électeurs ont par ailleurs refusé l'initiative fiscale du PS qu'economiesuisse rejetait fermement. Le refus net du peuple et des cantons a montré que la population soutient la concurrence fiscale et le fédéralisme financier.

10 ans d'economiesuisse

En 2010, l'organisation faitière de l'économie a fêté ses 10 ans d'existence lors d'une Journée de l'économie placée sous le thème de «L'innovation et l'ouverture comme facteurs de succès». L'orateur invité, le ministre des Finances allemand Wolfgang Schäuble, a pris la parole devant quelque 450 invités. economiesuisse a également publié un magazine pour l'occasion. Intitulé «Économie forte. Suisse forte», des personnalités de l'économie suisse y présentent leur vision pour une économie suisse florissante.

2011, année électorale

En 2011, aucune votation nationale n'est prévue sur des projets intéressant les milieux économiques, c'est pourquoi economiesuisse ne mène pas de campagne de votation. En 2012 par contre, les votations populaires sur des thèmes importants pour l'économie se succéderont vraisemblablement.

Cette année, economiesuisse a créé une plateforme électronique à l'intention des candidats aux élections fédérales 2011. L'organisation économique

s'engage par ailleurs sur des thèmes de politique économique d'actualité. Elle a ainsi lancé une campagne sur le climat qui vise à positionner l'économie comme un acteur clé dans ce domaine. C'est dans cet esprit que la Journée de l'économie 2011, qui se tiendra le 26 août à Zurich, a été placée sous le thème de «Défi écologique – l'économie suisse va de l'avant». Dans le domaine de la politique énergétique, la Communication accompagne le processus politique et effectue un travail d'information dans le but de faire connaître les besoins de l'économie. Dans cette optique, elle a ouvert un «newsroom» sous www.defielectrique.ch qui propose entre autres des fiches thématiques exhaustives. Des événements régionaux sont également prévus.

Nouvelle identité graphique du site economiesuisse.ch

Au printemps 2011, economiesuisse a lancé son nouveau site Internet. Le design moderne du site s'inspire volontairement de pages web des médias. Les lecteurs y trouveront des informations exhaustives et de la documentation sur les thèmes clés de politique économique d'economiesuisse ainsi que des offres liées aux réseaux sociaux, tels que facebook et twitter.



Des conditions-cadre optimales pour l'économie.

economiesuisse accompagne les processus de décision sur les questions de politique économique et s'engage à tous les niveaux en faveur de solutions libérales axées sur la concurrence.



Regina Ammann

Juriste de formation et titulaire d'un Executive MBA en gestion d'entreprise, Regina Ammann est membre de la direction, responsable des affaires fédérales (y compris de la documentation), mais aussi déléguée à Berne. Elle possède non seulement une vaste expérience économique dans le secteur bancaire (clientèle et état-major) mais également une connaissance approfondie du système politique suisse en sa qualité d'ancien membre du Grand conseil argovien et du Conseil national. Son activité sera principalement orientée sur la coordination et la planification des contacts politiques ainsi que sur le suivi et le traitement des thèmes.

Des marchés ouverts, un système de formation diversifié, l'excellence de la recherche et des infrastructures de qualité contribuent au succès de la Suisse. À cela s'ajoutent des impôts attractifs, un droit économique et du travail libéral et un dialogue réel entre les partenaires sociaux. Aucun de ces facteurs ne va de soi ni n'est définitivement acquis. La Suisse est en étroite concurrence avec d'autres places économiques – pour qu'elle reste un modèle de réussite à l'avenir aussi, il faut poser des jalons aujourd'hui.

Une voix forte pour l'économie

L'économie suisse a besoin d'une voix forte pour défendre ses intérêts dans le processus politique. C'est dans ce but qu'economiesuisse a été fondée en 2000. L'organisation est née du regroupement de l'Union suisse du commerce et de l'industrie (Vorort) et de la Société pour le développement de l'économie suisse (sdes). Les deux organisations ont mis leur savoir-faire au service de la nouvelle structure, c'est-à-dire la connaissance des dossiers et un excellent accès à l'administration fédérale pour le Vorort, le savoir-faire et l'expérience en matière de communication et de campagnes pour la sdes.

Aujourd'hui, economiesuisse compte parmi ses membres non seulement 20 Chambres de commerce et d'industrie cantonales, mais aussi 100 associations de branches et 50 entreprises individuelles. Au total, l'organisation représente 30 000 entreprises suisses et 1,5 million d'emplois. Des PME et de grandes entreprises, des sociétés axées sur les exportations et actives sur le marché intérieur.

La tâche la plus importante d'economiesuisse consiste à représenter les intérêts de ces entreprises dans le processus politique. Dans cette optique, l'organisation faitière de l'économie

suisse entretient des contacts étroits et réguliers avec des représentants du gouvernement, de l'administration et du Parlement. Dans sa démarche, economiesuisse s'appuie sur les principes d'une économie de marché libérale en tenant compte de la responsabilité sociale et environnementale des entreprises. economiesuisse identifie les thèmes de politique économique le plus tôt possible et s'engage ensuite à tous les niveaux du processus politique: de la participation à des groupes de travail à l'organisation de campagnes de votation, en passant par la prise de position dans les consultations.

Nos bureaux

Le siège principal d'economiesuisse se trouve à Zurich dans les bâtiments appelés «Haus der Wirtschaft». L'organisation a également des bureaux à Berne, Genève, Lugano et Bruxelles. La représentation d'economiesuisse dans la capitale fédérale sert d'intermédiaire entre l'économie et la politique. Son travail consiste pour une grande part à garantir les échanges d'informations entre le Parlement, l'administration et l'économie. La planification et la coordination des affaires politiques, les contacts avec les membres de l'As-





Cristina Gaggini

Licenciée en science politique et conseillère en relations publiques (dipl. féd.), Cristina Gaggini est membre de la direction et dirige le bureau d'économiesuisse en Suisse romande et celui du Tessin. Elle est encore administratrice de l'Assurance suisse contre les risques à l'exportation (ASRE) et enseigne la communication politique auprès de l'Institut Suisse de Relations Publiques (SPRI).

semblée fédérale et de l'administration fédérale ainsi que l'établissement de comptes rendus des sessions servent cet objectif.

L'équipe genevoise d'économiesuisse est responsable des contacts avec nos membres et avec les associations économiques, avec les décideurs politiques aux niveaux fédéral et cantonal ainsi qu'avec la presse et les médias électroniques en Suisse romande. Elle mène en outre les campagnes de votation en Suisse romande.

economiesuisse Lugano a mis en place un échange d'informations soutenu avec les associations économiques et de branches tessinoises, l'administration et le gouvernement cantonaux, les associations économiques de l'Italie du Nord ainsi qu'avec la chambre de commerce suisse à Milan.

economiesuisse a également une représentation à Bruxelles, laquelle assure en outre la présence de l'Union patronale suisse. Cette représentation sert de trait d'union avec la fédération des industries européennes, Business-europe, les services de la Commission européenne, la mission suisse auprès de l'UE, l'AELE ainsi qu'avec les représentants de l'économie suisse désireux de nouer des liens avec les institutions européennes.

Nos services

- ▶ Nous œuvrons à la formation d'une opinion coordonnée au sein de l'économie et représentons ses intérêts face à la politique, aux médias et au grand public.
- ▶ Nous offrons une large et puissante plateforme dans la représentation d'intérêts à Berne.
- ▶ Nous faisons du conseil de manière compétente dans le domaine politique.
- ▶ Nous soutenons les demandes concrètes de nos membres dans le processus politique.
- ▶ Nous procédons à des analyses et études et fournissons des informations de fond de politique économique.
- ▶ Nous mettons en relation nos membres avec des cercles économiques, des leaders d'opinion dans le domaine politique et des représentants des autorités publiques et organisons des délégations économiques.
- ▶ Nous prenons régulièrement position sur des thèmes actuels de politique économique.
- ▶ Nous organisons des ateliers médias pour nos membres et les politiciens.
- ▶ Nous menons des campagnes de votations avec succès.

Organisation

Membres

Chambres de commerce et d'industrie

Aargauische Industrie- und Handelskammer
Entfelderstrasse 11, Postfach, 5001 Aarau
www.aihk.ch

Camera di commercio dell'industria e dell'artigianato del cantone Ticino
Corso Elvezia 16, Casella postale, 6901 Lugano
www.cc-ti.ch

Chambre de commerce et d'industrie du Jura
Rue de l'Avenir 23, Case postale 274,
2800 Delémont 1
www.cci-j.ch

Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève
4, boulevard du Théâtre, Case postale 5039,
1211 Genève 11
www.cci-g.ch

Chambre de commerce Fribourg
Route du Jura 37, Case postale 304,
1701 Fribourg
www.cfcis.ch

Chambre neuchâteloise du commerce et de l'industrie
Rue de la Serre 4, Case postale,
2001 Neuchâtel
www.cnci.ch

Chambre valaisanne de commerce et d'industrie
Rue Pré-Fleuri 6, Case postale 288, 1951 Sion
www.cci-valais.ch

Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie
Avenue d'Ouchy 47, Case postale 315,
1001 Lausanne
www.cvci.ch

Glarner Handelskammer
Spielhof 14a, 8750 Glarus
www.glhk.ch

Handels- und Industrieverein des Kantons Bern
Kramgasse 2, Postfach 5464, 3001 Bern
www.bern-cci.ch

Handels- und Industrieverein des Kantons Schwyz
Gersauerstrasse 7, Postfach 618, 6440 Brunnen
www.h-i-sz.ch

Handelskammer beider Basel
Aeschenvorstadt 67, Postfach, 4010 Basel
www.hkbb.ch

Handelskammer und Arbeitgeberverband Graubünden
Hinterm Bach, Postfach 203, 7002 Chur
www.hkgr.ch

Handelskammer und Arbeitgebervereinigung Winterthur
Neumarkt 15, Postfach, 8401 Winterthur
www.haw.ch

Industrie- und Handelskammer St. Gallen-Appenzell
Gallusstrasse 16, Postfach, 9001 St. Gallen
www.ihk.ch

Industrie- und Handelskammer Thurgau
Schmidstrasse 9, Postfach 396, 8570 Weinfelden
www.ihk-thurgau.ch

Liechtensteinische Industrie- und Handelskammer
Altenbach 8, 9490 Vaduz
www.lihk.li

Solothurner Handelskammer
Grabackerstrasse 6, Postfach 1554,
4502 Solothurn
www.sohk.ch

Zentralschweizerische Handelskammer
Kapellplatz 2, Postfach 3142, 6002 Luzern
www.hkz.ch

Zürcher Handelskammer
Bleicherweg 5, Postfach 3058, 8022 Zürich
www.zurichcci.ch

Associations*

Aerosuisse Fédération faitière de l'aéronautique et de l'aérospatiale suisses
Monbijoustrasse 14, Postfach 5236, 3001 Bern
www.aerosuisse.ch

AITI Associazione Industrie Ticinesi
Corso Elvezia 16, Casella postale 5130,
6901 Lugano
www.aiti.ch

ASCO Association of Management Consultants Switzerland
Weinbergstrasse 31, Postfach, 8006 Zürich
www.asco.ch

Association Patronale de l'Horlogerie et de la Microtechnique APHM
Rue de la Gare 7, Case postale 16,
2501 Biel/Bienne

Association Suisse des Fabricants et Commerçants de Métaux Précieux
Boulevard des Eplatures 42, Case postale,
2304 La Chaux-de-Fonds

asut Association suisse des usagers de télécommunications
Klösterlistutz 8, 3013 Bern
www.asut.ch

Publicité extérieure Suisse AWS
Giesshübelstrasse 4, 8045 Zürich
www.aussenwerbung-schweiz.ch

auto-suisse Association importateurs suisses d'automobiles
Mittelstrasse 32, Postfach 5232, 3001 Bern
www.auto-schweiz.ch

AVIA Fédération d'importateurs suisses indépendants en produits pétroliers
Badenerstrasse 329, Postfach, 8040 Zürich
www.avia.ch

BISCOSUISSE Association suisse des industries de biscuits et de confiserie
Münzgraben 6, Postfach 259, 3000 Bern 7
www.biscosuisse.ch

cemsuisse Association suisse de l'industrie du ciment
Marktstrasse 53, 3011 Bern
www.cemsuisse.ch

CHOCOSUISSE Union des fabricants suisses de chocolat
Münzgraben 6, Postfach 1007, 3000 Bern 7
www.chocosuisse.ch

Fédération des meuniers suisses
Thunstrasse 82, Postfach 1009, 3000 Bern 6
www.dsm-fms.ch

Association des moulins spécialisés suisses
Thunstrasse 82, Postfach 1009, 3000 Bern 6

Electrosuisse
Luppenstrasse 1, 8320 Fehraltorf
www.electrosuisse.ch

Union pétrolière
Spitalgasse 5, 8001 Zürich
www.erdoel.ch

FASMED Fédération des associations suisses du commerce et de l'industrie de la technologie médicale
Worbstrasse 52, Postfach 160, 3074 Muri b. Bern
www.fasmed.ch

Fédération de l'industrie horlogère suisse FH
Rue d'Argent 6, Case postale 560,
2501 Biel/Bienne
www.fhs.ch

Fédération des Entreprises Romandes Genève
98, rue de St-Jean, Case postale 5278,
1211 Genève 11
www.fer-ge.ch

hotelleriesuisse
Monbijoustrasse 130, Postfach, 3001 Bern
www.hotelleriesuisse.ch

IFPI Schweiz
Kraftstrasse 30, 8044 Zürich
www.ifpi.ch

IGFV Geschäftsstelle Interessengemeinschaft Flexible Verpackungen
Tödistrasse 47, Postfach 1507, 8027 Zürich

Interessengemeinschaft Tee, Gewürze und verwandte Produkte
Elfenstrasse 19, Postfach 1009, 3000 Bern 6

KEP&Mail
c/o simplus ag, Thunstrasse 17,
Postfach 343, 3000 Bern 6

kmuNEXT Geschäftsstelle
Palmstrasse 19, 8400 Winterthur
www.kmunext.ch

Association suisse des matières plastiques
Schachenallee 29 C, 5000 Aarau
www.kvs.ch

CPS Association des cliniques privées suisses
Worbstrasse 52, Postfach 160, 3074 Muri b. Bern
www.privatehospitals.ch

Promarca Union suisse de l'article de marque
Bahnhofplatz 1, 3011 Bern
www.promarca.ch

Association suisse des brasseries
Engimattstrasse 11, Postfach 2124, 8027 Zürich
www.bier.ch

Fédération suisse des casinos
Marktstrasse 50, Postfach 593, 3000 Bern 7
www.switzerlandcasinos.ch

Publicité Suisse PS
Kappelergasse 14, Postfach 3201, 8022 Zürich
www.sw-ps.ch

Association Suisse des Banquiers
Aeschenplatz 7, Postfach 4182, 4002 Basel
www.swissbanking.org

Association suisse de normalisation
Bürglistrasse 29, 8400 Winterthur
www.snv.ch

Société Suisse des Entrepreneurs
Weinbergstrasse 49, Postfach, 8042 Zürich
www.baumeister.ch

Union suisse de la levure
Thunstrasse 82, Postfach 1009, 3000 Bern 6

Association suisse des cosmétiques et des détergents
Breitingerstrasse 35, Postfach 2138, 8027 Zürich
www.skw-cds.ch

Association suisse des sociétés de leasing
Rämistrasse 5, Postfach, 8024 Zürich
www.leasingverband.ch

Fruit-Union Suisse
Baarerstrasse 88, Postfach 2559, 6302 Zug
www.swissfruit.ch

Fédération suisse des agences de voyages
Ettelstrasse 42, Postfach, 8038 Zürich
www.srv.ch

Association Suisse d'Assurances ASA
C. F. Meyer-Strasse 14, Postfach 4288,
8022 Zürich
www.svv.ch

Institut suisse de l'emballage
Brückfeldstrasse 18, 3000 Bern 9
www.svi-verpackung.ch

scienceindustries
Nordstrasse 15, Postfach, 8021 Zürich
www.scienceindustries.ch

SIAA Swiss International Airports Association
Postfach, 8058 Zürich-Flughafen
www.siaa.ch

SIBA Association suisse des courtiers en assurances
Kreuzstrasse 42, 8008 Zürich
www.siba.ch

simsa – swiss interactive media and software association
Postfach 1211, 8032 Zürich
www.simsa.ch

SPEDLOGSWISS Association suisse des transitaires et des entreprises de logistique
Elisabethenstrasse 44, Postfach, 4002 Basel
www.spedlogswiss.com

SWICO
Hardturmstrasse 103, 8005 Zürich
www.swico.ch

Swiss Cigarette
Monbijoustrasse 14, Postfach 5236, 3001 Bern
www.swiss-cigarette.ch

Swiss Convenience Food Association
Elfenstrasse 19, Postfach 1009, 3006 Bern 6
www.swissfoodind.ch

Swiss Engineering STV
Weinbergstrasse 41, 8006 Zürich
www.swissengineering.ch

Swiss Funds Association SFA
Dufourstrasse 49, Postfach, 4002 Basel
www.sfa.ch

Swiss Retail Federation
Marktgasse 50, Postfach 575, 3000 Bern 7
www.swiss-retail.ch

Swisscable Association des entreprises suisse de téléseu
Kramgasse 5, Postfach 515, 3000 Bern 8
www.swisscable.ch

SwissCham Association of Swiss Foreign Trade Chambers
Wiesenstrasse 10, Postfach 1073, 8032 Zürich
www.swisscham.ch

swisselectric
Seilerstrasse 3, Postfach 7950, 3001 Bern
www.swisselectric.ch

SwissHoldings Fédération des groupes industriels et de services en Suisse
Nägeligasse 13, Postfach 402, 3000 Bern 7
www.swissholdings.ch

Swissmem
Kirchenweg 4, Postfach, 8032 Zürich
www.swissmem.ch

SwissOlio
Elfenstrasse 19, Postfach 1009, 3000 Bern 6

SwissPasta Association de l'industrie des pâtes alimentaires
Elfenstrasse 19, Postfach 1009, 3000 Bern 6

Swissplay Association de l'industrie suisse des automates de jeu
Bahnhofzentrum, Postfach 10, 3000 Bern 6
www.swiss-play.ch

TELESUISSE Association des télévisions régionales suisses
Via Carona 6, 6815 Melide
www.telesuisse.ch

Chambre fiduciaire
Limmatquai 120, Postfach 1477, 8021 Zürich
www.treuhand-kammer.ch

Fédération Textile Suisse
Beethovenstrasse 20, Postfach 2900,
8022 Zürich
www.tvs.ch

Union des Industriels Valaisans
Case postale 2106, 1950 Sion 2

USIC Union suisse des sociétés d'ingénieurs-conseils
Aarberggasse 16/18, 3011 Bern
www.usic.ch

Association suisse des propriétaires d'embranchements particuliers et de wagons privés
Postfach 31, 8142 Uitikon Waldegg
www.cargorail.ch

Association de l'industrie graphique suisse IGS
Schosshaldenstrasse 20, 3006 Bern
www.druckindustrie.ch

Association suisse de l'industrie gazière
Grütlistrasse 44, Postfach, 8027 Zürich
www.erdgas.ch

Association de l'industrie suisse du fromage fondu
Thunstrasse 82, Postfach 1009, 3000 Bern 6

Association de l'industrie suisse de la cellulose, du papier et du carton
Bergstrasse 110, Postfach, 8032 Zürich
www.zpk.ch

Association suisse de vente par correspondance
General Wille-Strasse 144, 8706 Meilen
www.vsv-versandhandel.ch

Presse suisse
Konradstrasse 14, Postfach, 8021 Zürich
www.schweizerpresse.ch

Association des entreprises électriques suisses
Hintere Bahnhofstrasse 10, Postfach,
5001 Aarau
www.vse.ch

Association des entreprises à succursales
Frohburgstrasse 98, 8006 Zürich
www.vsf-schweiz.ch

Association suisse des entrepreneurs généraux ASEG
Effingerstrasse 13, 3011 Bern
www.vsgu.ch

Association des fabricants suisses de glaces et crèmes glacées
Elfenstrasse 19, Postfach 1009, 3000 Bern 6
www.swissfoodind.ch

Association des fabricants suisses de soupes et sauces
Elfenstrasse 19, Postfach 1009, 3000 Bern 6

Union des Banques Cantonales Suisses
Wallstrasse 8, Postfach, 4002 Basel
www.vskb.ch

Association suisse des banques de crédit et établissements de financement
Uraniastrasse 12, Postfach 3228, 8021 Zürich
www.vskf.org

Association suisse des sources d'eaux minérales et des producteurs de soft-drinks
Engimattstrasse 11, Postfach 2124, 8027 Zürich
www.mineralwasser.ch

Fédération suisse des écoles privées
Hotelgasse 1, Postfach, 3000 Bern 7
www.swiss-schools.ch

Association suisse des fabricants de tubes d'acier
Rämistrasse 29, 8001 Zürich

Association suisse des gérants de fortune ASG
Bahnhofstrasse 35, 8001 Zürich
www.vsv-asg.ch

Association des sociétés suisses de publicité ASSP
Avenue Mon-Repos 22, Case postale 7203,
1002 Lausanne
www.vsw-assp.ch

Association des sociétés anonymes privées
St. Jakobs-Strasse 7, Postfach 2879, 4002 Basel
www.vpag.ch

Association de l'industrie laitière suisse
Thunstrasse 82, Postfach 1009, 3000 Bern 6
www.milchindustrie.ch

Groupement des verreries suisses
Schützenmattstrasse 266, Postfach,
8180 Bülach

Association des fabricants suisses d'aliments diététiques et spéciaux
Elfenstrasse 19, Postfach 1009, 3000 Bern 6

Vereinigung Schweizerischer Unternehmen in Deutschland
Gellertstrasse 18, 4052 Basel
www.vsud.ch

vips Association des entreprises pharmaceutiques en Suisse
Baarerstrasse 2, Postfach 4856, 6304 Zug
www.vips.ch

VISCOM Association suisse pour la communication visuelle
Speichergasse 35, Postfach 678, 3000 Bern 7
www.viscom.ch

VSIG Commerce Suisse
Güterstrasse 78, Postfach 656, 4010 Basel
www.vsig.ch

Zuger Wirtschaftskammer
Gubelstrasse 11, 6300 Zug
www.zwk.ch

* Ordre selon la liste allemande

Membres individuels et autres organisations

Accenture SA

Fraumünsterstrasse 16, Postfach, 8022 Zürich
www.accenture.ch

Adecco management & consulting SA

Sägereistrasse 10, Postfach, 8152 Glattbrugg
www.adecco.com

ALPIQ Holding

Bahnhofquai 12, 4601 Olten
www.alpiq.com

Axpo Holding AG

Parkstrasse 23, Postfach, 5401 Baden
www.axpo.ch

BIBUS Holding AG

Allmendstrasse 26, 8320 Fehraltorf
www.bibus.ch

BKW FMB Energie AG

Viktoriaplatz 2, Postfach, 3000 Bern 25
www.bkw-fmb.ch

Capital International SA

3, place des Bergues, 1201 Genève
www.capgroup.com

Centralschweizerische Kraftwerke AG

Hirschengraben 33, Postfach, 6002 Luzern
www.ckw.ch

Chemolio Holding AG

Seehofstrasse 6, 8008 Zürich

Chocoladefabriken Lindt & Sprüngli (Schweiz) AG

Seestrasse 204, 8802 Kilchberg ZH
www.lindt.com/switzerland

Clear Channel Plakanda GmbH

Beckenhofstrasse 6, 8006 Zürich
www.plakat.ch

Desco von Schulthess Holding AG

Brandschenkestrasse 2, 8001 Zürich
www.desco-group.com

DKSH Holding AG

Wiesenstrasse 8, Postfach 888, 8034 Zürich
www.dksh.com

eBay International AG

Helvetiastrasse 15/17, Postfach 133, 3000 Bern 6
www.ebay.com

F. Hoffmann-La Roche SA

Postfach, 4070 Basel
www.roche.com

Firmenich SA

7, rue de la Bergère, Case postale 148,
1217 Meyrin
www.firmenich.com

FREI connect

Radgasse 3, Postfach, 8021 Zürich
www.freiconnect.ch

Frutiger SA

Frutigenstrasse 37, Postfach 2160, 3601 Thun
www.frutiger.com

Galenica SA

Untermattweg 8, Postfach, 3001 Bern
www.galenica.ch

GE Money Bank

Bändliweg 20, 8048 Zürich
www.gemoney.ch

Givaudan Suisse SA

5, chemin de la Parfumerie, 1214 Vernier
www.givaudan.com

Hapimag

Neuhofstrasse 8, 6349 Baar
www.hapimag.com

IBM Schweiz

Vulkanstrasse 106, Postfach, 8010 Zürich
www.ibm.com

IKEA SA

Grüssenweg 15, 4133 Pratteln
www.ikea.ch

Implenia Management SA

Industriestrasse 24, 8305 Dietlikon
www.implenia.com

Intel Semiconductor AG

Leutschenbachstrasse 95, 8050 Zürich
www.intel.com/ch

Kabelwerke Brugg AG Holding

Industriestrasse 21, 5201 Brugg AG
www.brugg.com

Kudelski Group

Route de Genève 22–24, Case postale 134,
1033 Cheseaux
www.nagra.com

McKinsey & Company, Inc. Switzerland

Hotelstrasse, Postfach, 8060 Zürich
www.mckinsey.ch

Microsoft Schweiz GmbH

Richtistrasse 3, 8304 Wallisellen
www.microsoft.com/switzerland

Pfister Meubles SA

Bernstrasse Ost 49, Postfach, 5034 Suhr
www.pfister.ch

Nestlé Suisse S.A.

Rue d'Entre-Deux-Villes 10, Case postale 352,
1800 Vevey
www.nestle.ch

Novartis International SA

Postfach, 4002 Basel
www.novartis.com

Omya (Suisse) SA

Baslerstrasse 42, Postfach 32, 4665 Oftringen
www.omya.com

Otto Beisheim Holding GmbH

Neuhofstrasse 4, 6340 Baar
www.beisheim.ch

Philip Morris International Management SA

Avenue de Rhodanie 50, Case postale 1171,
1007 Lausanne
www.philipmorrisinternational.com

PricewaterhouseCoopers SA

Birchstrasse 160, Postfach, 8050 Zürich
www.pwc.ch

PubliGroupe S.A.

Avenue Mon-Repos 22, Case postale 7203,
1002 Lausanne
www.publigroupe.ch

Repower AG

Via da Clait 307, 7742 Poschiavo
www.repower.ch

Roland Berger AG Strategy Consultants

Holbeinstrasse 22, 8008 Zürich
www.rolandberger.ch

Schubarth + Co AG

Lange Gasse 90, Postfach, 4002 Basel
www.schubarth.ch

SIX Exchange SA

Selnaustrasse 30, Postfach 1758, 8021 Zürich
www.six-group.ch

Société Générale de Surveillance SA

1, place des Alpes, Case postale 2152,
1211 Genève 1
www.sgs.com

Sunrise Communications SA

Hagenholzstrasse 20/22, 8050 Zürich
www.sunrise.ch

Swiss International Air Lines SA

Postfach, 4002 Basel
www.swiss.com

Swisscom SA

Alte Tiefenauerstrasse 6, Postfach, 3050 Bern
www.swisscom.ch

Volkswirtschaftsdirektion des Kantons Zürich

Walchestrasse 19, Postfach, 8090 Zürich
www.awa.zh.ch

État : juillet 2011

Comité directeur



Gerold Bühler
(troisième depuis la gauche)
Président d'economiesuisse
Zurich

Hans Hess
(premier depuis la gauche)
Vice-président d'economiesuisse
Président de Swissmem, Zurich

Patrick Odier
(deuxième depuis la gauche)
Vice-président d'economiesuisse
Président de l'Association suisse des
banquiers, Bâle

Christoph Mäder
(quatrième depuis la gauche)
Vice-président d'economiesuisse
Président de scienceindustries, Zurich



Rolf Dörig
Trésorier
Président du conseil d'administration,
Swiss Life AG, Zurich



Hans E. Schweickardt
Président du conseil d'administration,
ALPIQ Holding AG, Lausanne



Guglielmo L. Brentel
Président, hotelleriesuisse, Berne



Rolf Soiron
Président du conseil d'administration,
Holcim Ltd., Zurich et Lonza SA, Bâle



Hans-Ulrich Doerig
Ancien président du conseil
d'administration,
Credit Suisse Group SA, Zurich



Rudolf Stämpfli
Président, Union patronale suisse,
Berne



Werner Hug
Délégué du conseil d'administration,
Hug AG, Malters



Olivier Steimer
Président du conseil d'administration,
Banque Cantonale Vaudoise, Lausanne



Hanspeter Rentsch
Membre de la direction,
The Swatch Group SA, Biel/Bienne



Christoph Tobler
CEO, Sefar Holding SA, Thal



Bernard Rüeger
Président, Chambre vaudoise du
commerce et de l'industrie, Lausanne



Daniel Vasella
Président du conseil d'administration,
Novartis International SA, Bâle



Anton Scherrer
Président du conseil d'administration,
Swisscom SA, Berne



Bruno Zuppiger, Hinwil
Président, Union suisse des arts
et métiers (usam)
(Invité)



Willy Balmer
Directeur, V-ZUG SA, Zoug



Ph. Olivier Burger
CEO, PKZ Burger-Kehl & Co. AG,
Urdorf



Christian Casal
Directeur, Office Manager Switzerland,
McKinsey & Company, Inc.
Switzerland, Zurich aéroport



Aleardo Cattaneo
CEO et délégué du conseil
d'administration,
Ferriere Cattaneo SA, Giubiasco



Thomas Daum
Directeur, Union patronale suisse
(Invité)



Hans-Peter Domanig
Président, Association suisse des
entrepreneurs généraux, ASEG, Berne



Marco Fischer-Stocker
Président du conseil d'administration,
bc medien AG, Münchenstein



Walter Frey
Président du conseil d'administration,
Emil Frey SA, Zurich



Conseiller aux États Bruno Frick
Président, Swiss Retail Federation,
Berne



David P. Frick
Membre de la direction du groupe,
Nestlé S.A., Vevey



Ronald Ganz
Président, Union pétrolière, Zurich



Frédéric Geissbühler
Président, Chambre Neuchâteloise
du Commerce et de l'Industrie,
Vaumarcus



Max Theodor Herzig
Président, VSIG Commerce Suisse,
Bâle



Martin Huber
Président du conseil d'administration,
Georg Fischer SA, Schaffhouse



Rudolf Hug
Président du conseil d'administration,
HT-Holding SA, Baden-Dättwil



Thomas Isler
Président du conseil d'administration,
Gessner Holding AG, Wädenswil



Heinz Karrer
Président, swisselectric, Berne



Albert Kaufmann
General Counsel, member of the
Group's Management Committee
Richemont International SA,
Bellevue - Genève



Gottlieb A. Keller
Membre de la direction du groupe,
F. Hoffmann-La Roche SA, Bâle



Daniel Knecht
Président, Aargauische Industrie-
und Handelskammer, Aarau



André Kudelski
Président et CEO, Kudelski Group,
Cheseaux-sur-Lausanne



Paul Kurrus
Vice-directeur, Swiss International
Air Lines SA, Bâle



Hajo Leutenegger
Président, Association suisse de
l'industrie gazière, Zoug



Ulrich Jakob Looser
Partenaire, BLR & Partners SA,
Thalwil



Niklaus J. Lüthi
Président, Union du commerce et de
l'industrie du canton de Berne, Berne



Blaise Matthey
Directeur général, Fédération des
Entreprises Romandes Genève,
Genève



Didier Maus
Président, Maus Frères SA, Genève



Conseiller national Werner Messmer
Président, Société Suisse
des Entrepreneurs, Zurich



Markus R. Neuhaus
CEO et Territory Senior Partner,
PricewaterhouseCoopers SA, Zurich



Peter Quadri
Président, Chambre de commerce de
Zurich, Zurich



Alain Robert
Vice Chairman Wealth Management &
Swiss Bank, UBS SA, Zurich



Hans-Peter Rohner
CEO, PubliGroupe S.A., Lausanne



Kurt Rohrbach
Président, Association des entreprises
électriques suisses, Aarau



Frank Ruepp
Président, Association de l'industrie
suisse de la cellulose, du papier
et du carton, Zurich



Huub Savelkouls
Vice-président Fiscal Affairs & Inter-
national Trade, Philip Morris Inter-
national Management SA, Lausanne



Rolf G. Schmid
CEO, Mammot Sports Group AG, Seon



Martin Scholl
Président de la direction générale
et CEO, Banque cantonale de Zurich,
Zurich



Conseiller aux États Rolf Schweiger
Président, Fédération des Industries
Alimentaires Suisses (fial), Berne



Thomas Staehelin
Président, Chambre de commerce
des deux Bâle, Bâle



Jasmin Staiblin
Présidente de la direction,
ABB Suisse SA, Baden

Comité



Oliver Steil
CEO, Sunrise Communications SA,
Zurich



Franziska Tschudi
CEO, WICOR Holding AG,
Rapperswil SG



Rudolf Wehrli
Vice-président du conseil
d'administration, Clariant SA,
Richterswil



Isabelle Welton
CEO, IBM Suisse SA, Zurich



Dieter Wemmer
Membre de la direction du groupe,
Zurich Financial Services, Zurich



Kaspar E. A. Wenger
CEO, Holcim (Suisse) AG, Zurich



Hans Wicki
Président, Industrie- und Handels-
kammer Zentralschweiz, Lucerne



Jost Wirz
Président honoraire de Wirz Group,
Wirz Werbung AG, Zurich



Jörg Wolle
Président et CEO, DKSH Holding SA,
Zurich

État: juillet 2011

Commissions permanentes

Présidents des commissions



Rudolf Wehrli
Économie extérieure



Hanspeter Rentsch
Infrastructures



Andreas E. Steiner
Formation et recherche



David P. Frick
Droit



Rudolf Hug
Énergie et environnement



Ulrich Jakob Looser
Concurrence



Thomas Staehelin
Finances et fiscalité

État: juillet 2011

Comité des directeurs d'association



Pascal Gentinetta
Président
economiesuisse



Luca Albertoni
Directeur, Camera di commercio
dell'industria e dell'artigianato e
dei servizi del cantone Ticino



Kaspar Engeli
Directeur, VSIG Commerce Suisse



Claudine Amstein
Directrice, Chambre vaudoise du
commerce et de l'industrie



Michael Frank
Directeur, Association des entreprises
électriques suisses



Lukas Briner
Directeur, Chambre de commerce
de Zurich



Max Fritz
Directeur, Association de l'industrie
suisse de la cellulose, du papier
et du carton



Andreas Burckhardt
Directeur, Chambre de commerce
des deux Bâle



Rolf Hartl
Directeur, Union pétrolière



Thomas Daum
Directeur, Union patronale suisse
(Invité)



Christoph Juen
CEO, hotelleriesuisse



Peter Dietrich
Directeur, Swissmem



Vania Kohli-Fusina
Directrice, asut Association suisse
des usagers de télécommunications



Lucius Dürr
Directeur, Association Suisse
d'Assurances



Daniel Lehmann
Directeur, Société Suisse
des Entrepreneurs



Vincent Riesen
Directeur, Chambre valaisanne de
commerce et d'industrie



Claude-Alain Margelisch
Président de la direction,
Association suisse des banquiers



Sandro Salvetti
Directeur, Swiss Retail Federation



Beat Moser
Directeur, scienceindustries



Franz U. Schmid
Co-directeur, Fédération des
Industries Alimentaires Suisses (fial)



Jean-Daniel Pasche
Président, Fédération de l'industrie
horlogère suisse FH



Thomas Schweizer
Directeur, Fédération Textile Suisse

État: juillet 2011



De gauche à droite: Cristina Gaggini, Rudolf Minsch, Ursula Fraefel, Jan Atteslander, Dominique Reber, Pascal Gentinetta, Thomas Pletscher, Regina Ammann, Urs Furrer.

Composition de la direction:

Pascal Gentinetta

Président de la direction

Regina Ammann

Affaires fédérales, Bureau Berne

Jan Atteslander

Relations économiques extérieures

Ursula Fraefel

Communication et campagnes

Urs Furrer

Finances et fiscalité

Cristina Gaggini

Bureaux Suisse romande et Tessin

Rudolf Minsch

Politique économique générale, formation

Thomas Pletscher

Concurrence et réglementation, ICC

Dominique Reber

Infrastructures, énergie et environnement

Sièges

Zurich

Direction: **Pascal Gentinetta**

economiesuisse
Verband der Schweizer Unternehmen
Hegibachstrasse 47
Postfach
CH-8032 Zürich
Téléphone: +41 44 421 35 35
Téléfax: +41 44 421 34 34
Courriel: info@economiesuisse.ch
www.economiesuisse.ch/web/de

Berne

Direction: **Regina Ammann**

economiesuisse
Verband der Schweizer Unternehmen
Spitalgasse 4
Postfach
CH-3001 Bern
Téléphone: +41 31 311 62 96
Téléfax: +41 31 312 53 50
Courriel: bern@economiesuisse.ch

Genève

Direction: **Cristina Gaggini**

economiesuisse
Fédération des entreprises suisses
Carrefour de Rive 1
Case postale 3684
CH-1211 Genève 3
Téléphone: +41 22 786 66 81
Téléfax: +41 22 786 64 50
Courriel: geneve@economiesuisse.ch
www.economiesuisse.ch/web/fr

Lugano

Direction: **Angelo Geninazzi**

economiesuisse
Federazione delle imprese svizzere
Corso Elvezia 16
Casella postale 5563
CH-6901 Lugano
Téléphone: +41 91 922 82 12
Téléfax: +41 91 923 81 68
Courriel: lugano@economiesuisse.ch
www.economiesuisse.ch/web/it

Bruxelles

Direction: **François Baur**

economiesuisse
Swiss Business Federation
Avenue de Cortenbergh 168
B-1000 Bruxelles
Téléphone: +32 2 280 08 44
Téléfax: +32 2 280 06 99
Courriel: bruxelles@economiesuisse.ch

Contacts nationaux et internationaux

Agence de l'énergie pour l'économie

L'Agence de l'énergie pour l'économie (AEnEC) aide les entreprises à atteindre leurs objectifs climatiques et énergétiques et met en œuvre les lois en vigueur dans ce domaine de manière aussi efficace et efficiente que possible (loi sur le CO₂, loi sur l'énergie, dispositions cantonales). Aujourd'hui, plus de 2100 entreprises dans toute la Suisse collaborent avec l'AEnEC. Grâce au développement du segment des petites et moyennes entreprises (PME), quelque 160 sociétés ont rejoint l'agence en 2010. Au total, près de 300 entreprises ont adopté le modèle PME de l'AEnEC, spécialement adapté à leurs besoins. Tous les participants ont conclu individuellement des conventions d'objectifs personnalisées. La Confédération examine et contrôle les accords conclus lorsque les entreprises demandent à être exonérées de la taxe sur le CO₂. Ainsi, près de 40% des émissions de CO₂ imputables à l'économie sont couverts par des conventions d'objectifs.

Nette amélioration de l'efficacité énergétique dans les entreprises

Année après année, les entreprises participantes investissent jusqu'à 150 millions de francs dans des mesures visant à accroître l'efficacité énergétique. Les résultats obtenus sont considérables. En 2010, les entreprises ont réduit leurs émissions de CO₂ de près de 200000 tonnes. Au total, les participants au programme de l'AEnEC ont contribué pour une part essentielle à l'atteinte des objectifs climatiques de la Suisse: ils ont diminué leurs émissions de CO₂ de 1,3 million de tonnes par an. En outre, les mesures mises en œuvre leur ont permis de réduire leur consommation d'électricité de plus de 900 GWh par an.

Un instrument éprouvé mis au point par l'économie

L'AEnEC a mis en œuvre avec succès des objectifs de politique climatique, moyennant des mesures volontaires conformes à la loi sur le CO₂ en vigueur. Cela montre qu'il est possible de combiner efficacement protection du climat et compétitivité.

www.enaw.ch

Businessseurope

L'association faîtière de l'économie européenne, Businessseurope, défend les intérêts de quarante fédérations industrielles et d'employeurs appartenant à trente pays européens. economiesuisse et l'Union patronale suisse en sont membres à part entière. Sa large assise fait de Businessseurope la voix de l'économie en Europe. Cette association travaille à promouvoir des réformes législatives favorables à la croissance et à l'intégration des marchés. Enfin, elle s'engage pour l'efficacité des pouvoirs publics, la lutte contre le protectionnisme, une politique énergétique durable et des réformes des systèmes sociaux européens.

www.businessseurope.eu

ICC

Créée en 1919, la Chambre de commerce internationale ICC représente les intérêts de l'ensemble de l'économie privée à l'échelle mondiale. Elle s'emploie à suivre et à influencer sur le développement des différentes réglementations internationales. ICC élabore également des normes et des règles destinées à faciliter les transactions commerciales internationales et fournit des informations pratiques sur le commerce et les investissements. Ses institutions indépendantes, comme la Cour internationale d'arbitrage, mais aussi les services de prévention des délits commerciaux, «Commercial Crime Service», et de nombreuses ma-

nifestations consacrées à des questions pratiques facilitent les échanges commerciaux. Seize commissions d'experts travaillent dans le monde à la mise en place de conditions-cadre favorables aux entreprises. La lutte contre la criminalité économique constitue aussi une priorité. economiesuisse assure le secrétariat d'ICC Suisse. ICC Suisse assume, pour sa part, le secrétariat du réseau suisse du Pacte mondial de l'ONU et coordonne la participation à la campagne de sensibilisation «Stop Piracy» contre la contrefaçon et la piraterie.

www.icc-switzerland.ch

BIAC

Le Comité consultatif économique et industriel de l'OCDE (BIAC) a pour mission la défense des intérêts de l'économie auprès de l'OCDE. Fondé en 1962, le BIAC est soutenu par les associations faîtières de l'économie et par les organisations d'employeurs de tous les pays de l'OCDE. La Suisse y est représentée par economiesuisse et l'Union patronale suisse. ICC comme BIAC donnent à l'économie suisse la possibilité d'exercer son influence à l'échelle internationale. Dans une période où la régulation augmente en raison de la crise financière, ces organes offrent un moyen important de faire entendre la voix de l'économie suisse.

www.biac.org

Activités janvier 2010 – juin 2011

Politique économique générale

Consultations

Politique économique générale

Politique agricole 2014 – 2017 (30 juin 2011)

Crise financière, Réglementation des marchés financiers

Modification de la loi sur les banques («too big to fail») (22 mars 2011)

Conjoncture

Relevés statistiques et élargissement de l'obligation de renseigner (17 février 2011)

Politique économique générale, OMC / mondialisation

Maintien des exportations suisses de bétail (1^{er} février 2011)

Prises de position et études

Politique économique: autres thèmes et articles généraux

BAKBASEL: étude sur l'importance de la place financière pour l'industrie et les PME (17 mars 2011)

Politique monétaire

Politique monétaire: vers un retour de l'inflation? (2 décembre 2010)

Dossierpolitique

Politique économique générale

Système des paiements directs agricoles: objectifs manqués (27 juin 2011)

Crise financière, Réglementation des marchés financiers

«Too big to fail»: la Suisse s'attaque au problème (13 mai 2011)

Politique monétaire

Le cours de change du franc: une menace pour la Suisse? (9 juin 2010)

Communiqués de presse

Politique économique: autres thèmes et articles généraux

La politique agricole 2014 – 17 garantit les revenus des paysans au lieu de viser des objectifs constitutionnels (27 juin 2011)

Conjoncture

La dynamique de croissance faiblit (9 juin 2011)

Crise financière, Réglementation des marchés financiers

«Too big to fail»: à mettre en œuvre selon le rapport des experts (21 mars 2011)

Politique économique: autres thèmes et articles généraux

BAKBASEL confirme l'importance d'une place financière performante pour l'industrie et les PME (17 mars 2011)

Conjoncture, Recherche et technologies

Conséquences du franc fort: et si l'avenir de Fribourg passait aussi par un parc technologique? (9 février 2011)

Conjoncture

L'économie suisse toujours sur la voie de la croissance (6 décembre 2010)

Crise financière, Réglementation des marchés financiers

Mesures destinées au problème du «too big to fail» (4 octobre 2010)

Conjoncture

Optimisme prudent dans une période difficile (14 juin 2010)

Politique économique: autres thèmes et articles généraux

L'économie suisse renforcée au sein de l'OCDE (27 mai 2010)

Politique économique: autres thèmes et articles généraux

Sortir de la crise grâce à l'esprit d'entreprise et à la confiance en soi (23 mars 2010)

Politique économique: autres thèmes et articles généraux

Seule une Suisse unie sortira renforcée de la crise! (9 février 2010)

Conférence de presse

Dossier de presse: Conjoncture et priorités de politique économique (6 décembre 2010)

Manifestation

Séminaire sur l'euro: Franc fort, euro faible (10 février 2011)

Politique économique extérieure

Consultations

OMC / mondialisation, Douanes et règles d'origine

Modification de la loi fédérale sur l'application de sanctions internationales (loi sur les embargos) (13 octobre 2010)

OMC / mondialisation, Douanes et règles d'origine

Loi sur les embargos, LEmb (21 juin 2010)

Prises de positions et études

Suisse-UE

Suisse-UE: le bilatéralisme dans l'intérêt mutuel (18 mai 2010)

Dossierpolitique

Relations bilatérales, OMC / mondialisation

Accords de libre-échange: négociations importantes à venir (1^{er} novembre 2010)

Suisse-UE

La voie bilatérale reste la meilleure option (16 août 2010)

Suisse-UE

Suisse-UE: le bilatéralisme dans l'intérêt mutuel (18 juin 2010)

Relations bilatérales

Chine: Un partenaire commercial important avec un potentiel élevé (27 janvier 2010)

Communiqués de presse

Relations bilatérales

Libre-échange avec la Chine: une chance pour la Suisse (28 janvier 2011)

Relations bilatérales

Le président turc Abdullah Gül rencontre des représentants de l'économie suisse (26 novembre 2010)

Suisse-UE, Relations bilatérales

Voie bilatérale: les avantages prévalent (7 octobre 2010)

Relations bilatérales

Suisse-Allemagne: plus que des voisins, des partenaires (8 septembre 2010)

Relations bilatérales, Douanes et règles d'origine

Accord d'entraide Suisse-États-Unis: un signal important pour la place économique (17 juin 2010)

Relations bilatérales

Le Premier ministre géorgien Nikoloz Gilauri rencontre des représentants de l'économie suisse (15 juin 2010)

Relations bilatérales, Douanes et règles d'origine

Un pas positif vers la résolution du différend avec les USA (15 juin 2010)

Relations bilatérales, Droit des procédures

Ne pas mettre en jeu l'intérêt de la place économique (8 juin 2010)

Suisse-UE

Le bilatéralisme dans l'intérêt mutuel (18 mai 2010)

Relations bilatérales

Le président vietnamien S.E. Nguyễn Minh TRIẾT a rencontré des représentants de l'économie suisse (18 mai 2010)

Relations bilatérales, Droit des procédures

L'accord avec les États-Unis est décisif pour l'économie (26 avril 2010)

Relations bilatérales

Rencontre entre le vice-Premier ministre chinois Li Keqiang et des représentants de l'économie suisse (25 janvier 2010)

Conférence de presse

Le bilatéralisme dans l'intérêt mutuel (18 mai 2010)

Fiscalité

Consultations

Questions fiscales internationales

Procédure de consultation: loi sur l'assistance administrative fiscale (14 avril 2011)

Fiscalité des personnes physiques

Famille et travail: un article constitutionnel inutile (7 mars 2011)

Fiscalité des personnes physiques

Loi fédérale sur l'imposition selon la dépense (16 décembre 2010)

Fiscalité des entreprises

Réforme de l'imposition des entreprises II – Principe de l'apport de capital: prise de position relative à la circulaire de l'AFC (17 août 2010)

Fiscalité des personnes physiques

Imposition des frais de formation (3 août 2010)

Activités janvier 2010 – juin 2011

Fiscalité des personnes physiques

Contre-projet du Conseil fédéral à l'initiative «Sécurité du logement à la retraite» de l'Association Suisse des Propriétaires fonciers (8 février 2010)

Fiscalité des entreprises

Ordonnance concernant les modifications dans le domaine des droits de timbre et de l'impôt anticipé (28 janvier 2010)

Dossierpolitique

Fiscalité des personnes physiques, Questions fiscales internationales, Fiscalité des entreprises

Quote-part fiscale de la Suisse: des apparences trompeuses (22 février 2011)

Concurrence fiscale intercantonale

Initiative fiscale du PS: elle entraînerait des hausses d'impôts et nuirait aux cantons (23 septembre 2010)

Communiqués de presse

Concurrence fiscale intercantonale, Fiscalité des personnes physiques, Fiscalité des entreprises
Un vote clair en faveur de la concurrence fiscale (28 novembre 2010)

Concurrence fiscale intercantonale, Fiscalité des personnes physiques,
Oui à une économie prospère et compétitive, non à l'enfer fiscal! (18 novembre 2010)

Fiscalité des personnes physiques, Concurrence fiscale intercantonale
Les Chambres de commerce s'engagent contre l'initiative fiscale socialiste (12 octobre 2010)

Fiscalité des personnes physiques, Concurrence fiscale intercantonale
L'initiative fiscale du PS nuirait à l'économie suisse (1^{er} octobre 2010)

TVA
TVA: le taux unique reste la meilleure solution (24 juin 2010)

Fiscalité des personnes physiques, Concurrence fiscale intercantonale
Refus net opposé à des hausses d'impôt nuisibles (17 juin 2010)

Conférences de presse

Les Chambres de commerce s'engagent contre l'initiative fiscale socialiste (12 octobre 2010)

L'initiative fiscale du PS est nuisible pour l'économie (1^{er} octobre 2010)

Finances

Consultations

Tâches publiques

Révision de l'ordonnance sur l'assurance chômage et insolvabilité (11 janvier 2011)

Finances publiques

Message en faveur de l'encouragement de la culture 2012–2015 (23 novembre 2010)

Tâches publiques

6^e révision de l'Assurance invalidité (6b): réponse à la consultation (25 octobre 2010)

Finances publiques

Révision de la loi sur le contrôle des finances (20 septembre 2010)

Péréquation financière

Concurrence fiscale et péréquation financière: une combinaison gagnante (7 juillet 2010)

Finances publiques

Le programme de consolidation 2011–2013 (27 mai 2010)

Prises de position et études

Finances publiques

Moniteur financier 2010: les sondés privilégient la politique financière stricte (8 novembre 2010)

Dossierpolitique

Péréquation financière

Nouvelle péréquation financière: éviter les incitations inopportunes (31 janvier 2011)

Finances publiques

Finances publiques: défis cruciaux (19 novembre 2010)

Finances publiques

Moniteur financier 2010: les Suisses ne veulent pas de hausses d'impôt (12 novembre 2010)

Tâches publiques

Assurance chômage: une réforme nécessaire et équilibrée (12 août 2010)

Tâches publiques

Consolider le deuxième pilier (12 janvier 2010)

Communiqués de presse

Finances publiques

La politique financière restrictive a toujours la cote (8 novembre 2010)

Tâches publiques, Frein à l'endettement

Nécessité d'un frein à l'endettement dans l'AI (15 octobre 2010)

Tâches publiques

Le souverain évite une hausse plus forte des cotisations salariales (26 septembre 2010)

Finances publiques

Finances fédérales: des mesures de consolidation additionnelles s'imposent (26 mai 2010)

Tâches publiques

Deuxième pilier: le problème reste entier (7 mars 2010)

Finances publiques

Finances fédérales: d'autres mesures s'imposent (25 février 2010)

Finances publiques

Un excédent réjouissant et de sombres perspectives (16 février 2010)

Finances publiques, Recherche et technologies

Oui à un taux de conversion équitable, oui à la recherche sur l'être humain (8 février 2010)

Tâches publiques

Consolider le 2^e pilier et éviter des hausses de cotisations (6 janvier 2010)

Conférence de presse

Consolider le 2^e pilier et éviter des hausses de cotisations (6 janvier 2010)

Infrastructures

Consultations

Rail

Prix des sillons (17 juin 2011)

Aviation

Ordonnance sur les atterrissages en campagne (OSAC) (14 décembre 2010)

Desserte de base, Poste, Télécommunications
Article constitutionnel sur la desserte de base (29 novembre 2010)

Télécommunications / informatique

Révision totale de la loi fédérale sur la surveillance de la correspondance par poste et télécommunication (18 août 2010)

Aviation

Avenir des réseaux d'infrastructure nationaux (11 février 2010)

Prises de position et études

Télécommunications / informatique

Agenda numérique 2020: pour un retour de la Suisse dans le peloton de tête mondial (2 mars 2011)

Télécommunications, Rail, Route

Infrastructures de réseau: investir avec efficience (30 juin 2010)

Dossierpolitique

Infrastructures: autres thèmes et articles généraux

Infrastructures de transport: distinguer le nécessaire du souhaitable (14 juin 2011)

Télécommunications / informatique

Télécommunications: réglementation du marché à large bande (19 novembre 2010)

Télécommunications, Rail, Route

Infrastructures de réseau: investir avec efficience (29 septembre 2010)

Poste, Desserte de base

Marché postal: la concurrence renforce la desserte de base (27 août 2010)

Communiqués de presse

Infrastructures: autres thèmes et articles généraux

Développement de la fibre optique dans un contexte de concurrence: la voie royale (14 juin 2011)

Télécommunications / informatique

Agenda numérique 2020: pour un retour de la Suisse dans le peloton de tête mondial (2 mars 2011)

Aviation

Moritz Leuenberger souligne l'importance du secteur aérien pour la Suisse (26 octobre 2010)

Poste, Desserte de base

L'initiative «pour une poste forte» affaiblit les clients et La Poste (2 septembre 2010)

Poste

La concurrence renforce le marché postal suisse (23 août 2010)

Télécommunications, Rail, Route

Tour d'horizon des infrastructures de réseau en Suisse (29 juin 2010)

Route

Politique des transports: une réorientation est nécessaire (5 mai 2010)

Conférence de presse

Tour d'horizon des infrastructures de réseau en Suisse (29 juin 2010)

Manifestations

Agenda numérique 2020 (1^{er} mars 2011)

4^e Congrès suisse de l'aviation: 100 ans de l'aviation suisse – défis et perspectives (26 octobre 2010)

Énergie et environnement

Consultations

Généralités Énergie et environnement

Consultation sur le masterplan cleantech (24 mars 2011)

Généralités Énergie et environnement

Révision de l'article 8 de la loi sur l'énergie (13 janvier 2011)

Politique climatique

Création des bases juridiques nécessaires à l'instauration de zones environnementales (18 novembre 2010)

Politique climatique

Plan sectoriel «Dépôts en couches géologiques profondes»: étape 1 (18 novembre 2010)

Politique climatique

Révision totale de l'Ordonnance sur l'utilisation confinée (OUC) et modification de l'ordonnance sur la protection des travailleurs contre les risques liés aux microorganismes (OPTM) (18 octobre 2010)

Politique climatique

Ordonnance sur la compensation des émissions de CO₂ des centrales fossiles thermiques (11 octobre 2010)

Politique climatique

Acceptation des amendements du 4 juin 2004 de la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière (29 juin 2010)

Politique climatique

Modification des ordonnances sur la protection des eaux (28 avril 2010)

Politique climatique

Révision partielle de l'ordonnance sur les produits chimiques (14 avril 2010)

Politique climatique

Approbation et modification de la Convention d'Aarhus et modification de la loi sur la protection de l'environnement (29 mars 2010)

Politique climatique

Révision partielle de l'ordonnance sur la protection de l'air (OPair): reprise des prescriptions sur les gaz d'échappement (17 février 2010)

Dossierpolitique

Politique climatique

L'économie suisse continue de soutenir une politique climatique active (1^{er} décembre 2010)

Communiqués de presse

Approvisionnement électrique

Pour un approvisionnement électrique sûr – demain aussi (8 juin 2010)

Approvisionnement électrique

Menace sur l'approvisionnement énergétique: au Parlement d'agir (25 mai 2011)

Approvisionnement électrique

Les organisations économiques s'engagent en faveur d'un approvisionnement électrique fiable à prix concurrentiels (17 mai 2011)

Approvisionnement électrique, Politique climatique

L'économie s'engage en faveur d'un approvisionnement en énergie sûr (3 mai 2011)

Politique climatique, Généralités Énergie et environnement

Résolution pour une politique climatique crédible (22 mars 2011)

Approvisionnement électrique

Un approvisionnement électrique sûr reste important malgré les événements au Japon (21 mars 2011)

Politique climatique, Généralités Énergie et environnement

Décision incompréhensible du Conseil des États: la politique climatique actuelle est menacée (8 mars 2011)

Approvisionnement électrique, Généralités Énergie et environnement

Des centrales nucléaires suisses pour éviter une pénurie d'électricité (15 novembre 2010)

Généralités Énergie et environnement, Route Infrastructures nationales: le rapport du DETEC ne va pas assez loin (11 février 2010)

Conférence de presse

L'économie réclame une stratégie globale (17 mai 2011)

Formation

Consultations

Recherche et technologies

Révision de la loi fédérale encourageant l'innovation, la coopération et le développement du savoir dans le domaine du tourisme (Innotour) (30 septembre 2010)

École primaire

Procédure d'audition sur des objectifs nationaux de formation (8 juillet 2010)

Recherche et technologies

Révision partielle de l'ordonnance sur la recherche (26 mai 2010)

Recherche et technologies

Loi fédérale sur l'encouragement de la recherche et de l'innovation (25 février 2010)

Formation

Révision totale de la loi fédérale concernant l'encouragement des activités de jeunesse extra-scolaires (14 janvier 2010)

Prises de position et études

Recherche & technologies, Innovation

Dépenses de recherche et de développement dans les entreprises privées en Suisse en 2008

Dossierpolitique

École primaire

École obligatoire: se concentrer sur l'essentiel (22 juin 2010)

Recherche et technologies, marché de la santé

Renforcer la recherche en Suisse (10 février 2010)

Communiqués de presse

École primaire

École obligatoire: se concentrer sur l'essentiel (22 juin 2010)

Recherche et technologies

Préserver la liberté de la recherche lors de la mise en œuvre (7 mars 2010)

Réglementation

Consultations

Généralités réglementation

Contre l'introduction de la juridiction constitutionnelle (23 mai 2011)

Droit des sociétés

Révision du CO: relèvement du taux légal de l'intérêt moratoire (art. 104 CO) (1^{er} décembre 2010)

Politique en matière de consommation, Droit des sociétés

Modification de l'ordonnance sur l'indication des prix (5 octobre 2010)

Politique en matière de consommation

Prolongation du délai de prescription dans le droit d'achat (art. 210 CO) (29 septembre 2010)

Droit des sociétés et gouvernance d'entreprise

Audition sur le droit de recours des organisations de protection de l'environnement (14 septembre 2010)

Réglementation des marchés financiers

Réglementation des fonds propres et de la répartition des risques (24 août 2010)

Droit des procédures

Ordonnance sur le numéro d'identification des entreprises (OIDE) (4 août 2010)

Droit des procédures

Loi fédérale sur la métrologie (4 août 2010)

Droit des sociétés et gouvernance d'entreprise

Consultation sur les ententes verticales (9 juin 2010)

Droit des procédures

Ordonnance sur les conseils en brevets (28 mai 2010)

Droit des procédures, télécommunications

Révision partielle de la loi sur la radio et la télévision – libre choix des décodeurs pour les programmes numériques (17 mai 2010)

Droit des sociétés

Modification de la loi fédérale sur les bourses et le commerce des valeurs mobilières (délits boursiers et abus de marché) (30 avril 2010)

Droit des sociétés et gouvernance d'entreprise

Consultation sur la loi fédérale sur la restitution des valeurs patrimoniales d'origine illicite de personnes politiquement exposées (27 avril 2010)

Droit pénal économique

Initiative parlementaire 05.412: Répression pénale de l'utilisation sans droit de valeurs patrimoniales obtenues par une tromperie non astucieuse (16 avril 2010)

Prises de position et études

Réglementation des marchés financiers

Rapport d'activité de la FINMA 2010: consultation (20 mai 2011)

Droit des sociétés et gouvernance d'entreprise

Nouvelle édition du «Code suisse de bonne pratique pour le gouvernement d'entreprise» (2 juin 2010)

Dossierpolitique

Droit des sociétés et gouvernance d'entreprise

Quel avenir pour le droit de la S.A.? Une révision sous haute tension (16 août 2010)

Droit des sociétés et gouvernance d'entreprise

Éléments fondamentaux d'une gestion efficace de la conformité par les entreprises (19 avril 2010)

Communiqués de presse

Droit des sociétés et gouvernance d'entreprise

Potentiel d'amélioration dans le contre-projet indirect (1^{er} juin 2011)

Droit des sociétés et gouvernance d'entreprise

Contre-projet à l'initiative Minder: alourdi inutilement (13 mai 2011)

Droit des sociétés et gouvernance d'entreprise

economiesuisse opposée à l'introduction d'un nouvel impôt sur les entreprises (17 décembre 2010)

Droit pénal économique

La lutte contre le blanchiment d'argent ne doit pas être réduite à un prétexte (3 novembre 2010)

Droit des sociétés et gouvernance d'entreprise

Évaluer soigneusement les conséquences (28 avril 2011)

Réglementation des marchés financiers

Mise en œuvre ciblée de la stratégie pour la place financière (25 février 2010)

Réglementation des marchés financiers, Questions fiscales internationaux

L'économie refuse les échanges d'informations automatiques (24 février 2010)

Droit des sociétés et gouvernance d'entreprise

Défense de la place économique (10 février 2010)

Manifestation

2^e Congrès LBA: le délit fiscal assimilé à une infraction préalable – la lutte contre le blanchiment d'argent ne doit pas être réduite à un prétexte (3 novembre 2010)

Concurrence

Consultations

Marché de la santé

Projet de loi sur la surveillance de l'assurance-maladie sociale (LSAMal) (9 mai 2011)

Droit des cartels

Révision de la loi sur les cartels (29 novembre 2010)

Marché de la santé

Révision totale de la loi sur l'alcool (27 octobre 2010)

Marché de la santé

Révision ordinaire de la loi sur les produits thérapeutiques (2^e étape) (16 mars 2010)

Prises de position et études

Marché de la santé

Pour une nouvelle politique suisse de la santé: lignes directrices de l'économie (6 juin 2011)

Marché de la santé

Pour une nouvelle politique suisse de la santé: évaluation de projets en cours (6 juin 2011)

Marché de la santé

Dossier électronique des patients (14 mars 2011)

Marché de la santé

Stratégie eHealth Suisse: prise de position (31 août 2010)

Propriété intellectuelle

Projet «Swissness» (24 août 2010)

Dossierpolitique

Propriété intellectuelle

Redevances des droits d'auteurs: une véritable jungle (8 décembre 2010)

Droit des cartels

Loi sur les cartels: le CF tient compte des exigences de l'économie (25 octobre 2011)

Propriété intellectuelle

Protection de la «Suissitude» adaptée aux besoins, gage d'une économie forte (25 mars 2010)

Marché de la santé

Nouvelle loi sur la prévention: pour le meilleur ou pour le pire? (5 mars 2010)

Conférence de presse

L'économie définit des lignes directrices pour une nouvelle politique de la santé (6 juin 2011)

Manifestation

Séminaire sur le droit des cartels: Nouvelles institutions et procédures dans le droit des cartels? (12 octobre 2010)

Affaires internes d'economiesuisse

Communiqués de presse

Hans Hess et Christoph Mäder élus vice-présidents d'economiesuisse (21 mars 2011)

economiesuisse fête ses dix ans à l'occasion de la Journée de l'économie (3 septembre 2010)

Économie forte. Suisse forte. Brochure pour les 10 ans d'economiesuisse (3 septembre 2010)

Wolfgang Schäuble loue la relation avec la Suisse (3 septembre 2010)

Élection de nouveaux membres au Comité d'economiesuisse (3 septembre 2010)

Positions: une fois oui, une fois non (2 septembre 2010)

L'association KEP&Mail adhère à economiesuisse (22 avril 2010)

Urs Furrer reprendra le domaine «Finances et fiscalité» d'economiesuisse (9 avril 2010)

économie suisse 2010 rapport annuel (23 mars 2010)

L'esprit d'entreprise pour sortir de la crise (23 mars 2010)

Ursula Fraefel, nouvelle responsable de la communication (18 mars 2010)

Conférences de presse

Conférence de presse annuelle 2011: Éviter la surréglementation, renforcer l'économie de marché (10 janvier 2011)

Sortir de la crise grâce à l'esprit d'entreprise et à la confiance en soi (23 mars 2010)

Manifestations

Conférence des directeurs d'associations 2011 (28 avril 2011)

Journée de l'économie 2010: l'innovation et l'ouverture comme facteurs de succès (23 août 2010)

Conférence des directeurs d'associations 2010 (4 mai 2010)

Présentations des sessions

Présentations et comptes rendus des sessions parlementaires

Session d'été 2011

Financement hospitalier, ressources pour la formation professionnelle, extension du frein à l'endettement à l'AVS et à l'AI, péréquation financière, «too big to fail» et prescriptions en matière de fonds propres, initiative populaire «Sécurité du logement à la retraite», révision de l'imposition des frais de formation, AVS, loi sur l'énergie, loi sur la concurrence déloyale (LCD), conventions de double imposition, loi sur l'aide aux hautes écoles et la coordination dans le domaine suisse des hautes écoles (LAHE), nucléaire, rétribution du courant injecté RPC, libre circulation des personnes, abandon du libre-échange agricole, réforme de la fiscalité des entreprises II, réexamen des tâches de la Confédération, managed care, promotion économique: plus de ressources pour Suisse Tourisme, contre-projet indirect à l'initiative Minder, réforme des chemins de fer 2, initiative populaire «Pour en finir avec les constructions envahissantes de résidences secondaires», droit comptable

Session extraordinaire d'avril 2011

Transport ferroviaire de marchandises, énergies renouvelables, réforme de l'imposition des entreprises II, loi sur la prévention, initiative «Accords internationaux: la parole au peuple!», conventions de double imposition, accord de libre-échange avec le Pérou, pas de réglementation pour les décodeurs, imposition des étrangers selon la dépense

Session de printemps 2011

Augmentation des crédits pour le Fonds monétaire international (FMI), aide au développement, initiative populaire «Pour des jeux d'argent au service du bien commun», 11^e révision de l'AVS, 6^e révision de l'AI, rapport du Conseil fédéral sur la politique européenne, prix unique du livre, managed care, compensation en Suisse des émissions de CO₂, initiative «anti-4x4», contre-projet à l'initiative Minder, révision de la loi contre la concurrence déloyale (LCD), réforme des chemins de fer 2, deuxième tube du Gothard, droit comptable, TVA, initiative populaire «Sécurité du logement à la retraite», programme de consolidation budgétaire, agriculture, formation, loi sur les banques, motions relative à Postfinance et aux crédits en faveur de PME, nucléaire

Session d'hiver 2010

Budget 2011, accord de libre-échange avec le Pérou, réglementation du prix du livre, agriculture, rapport du Conseil fédéral sur la politique européenne, contre-projet à l'initiative «anti-4x4», révision du droit comptable, financement du rail 2011 – 2012, obligation d'embaucher des personnes handicapées, taux unique de TVA, obstacles au commerce en ligne transnational, contre-projet indirect à l'initiative Minder, managed care, modification de la loi sur la radio et la télévision (LRTV)

Session d'automne 2010

Révision du droit de bail, 11^e révision de l'AVS, révision du droit comptable, fonds d'infrastructures, libéralisation du marché postal, 11^e révision de l'AVS, système de sanction pour le droit suisse des cartels, initiative «anti-4x4», loi sur l'aménagement du territoire, financement de l'infrastructure ferroviaire, loi contre la concurrence déloyale (LCD), loi sur l'aide aux hautes écoles et la coordination dans le domaine suisse des hautes écoles (LAHE), convention alpine, rapport sur l'effet des mesures de promotion des technologies environnementales 2002 – 2006, promotion des initiatives écologiques et novatrices

Session d'été 2010

Contre-projet à l'initiative Minder au niveau légal, émissions de CO₂ des centrales à cycle combiné alimentées au gaz, révision de la loi sur le CO₂, relèvement de la redevance hydraulique, conventions de double imposition, convention alpine, accord international avec les États-Unis sur les données de clients d'UBS, 11^e révision de l'AVS, accord bilatéral sur la facilitation et la sécurité douanières, admission des étrangers diplômés, entraide administrative et judiciaire, managed care, initiative populaire du PS «Pour des impôts équitables. Stop aux abus de la concurrence fiscale», 6^e révision de l'AI, loi sur l'aviation, infrastructures de transport

Session de printemps 2010

11^e révision de l'AVS, facilitation de l'admission des étrangers diplômés d'une haute école suisse, loi sur le contrôle des biens, rapport sur la politique extérieure 2009, accord de libre-échange entre les États de l'AELE et les États membres du Conseil de coopération du Golfe arabe, 4^e révision de la loi sur l'assurance chômage (LACI), évolution des coûts du système de santé et hausses des primes dans l'assurance maladie, moratoire sur le génie génétique, initiative Minder, compensation en Suisse des émissions de CO₂ des centrales à cycle combiné alimentées au gaz, agriculture, aide au développement, révision partielle de la loi sur l'aviation, réforme fiscale, initiative climat, imposition selon la dépense, conventions de double imposition révisées, accord bilatéral sur la facilitation et la sécurité douanières



L'économie suisse en quelques chiffres

Produit intérieur brut: 542 milliards de francs

PIB par habitant: 75 073 francs

Endettement de l'État: 218 454 millions de francs

1^{ère} place en matière de compétitivité

1^{ère} place de l'EU Innovation Scoreboard

108,7 brevets pour 1 million d'habitants *

Taux de chômage: 3,1 % **

Taux d'endettement: 51 % **

3,0 % du PIB vont à la recherche et au développement

Croissance du PIB: 2,6 %

Trois villes suisses figurent dans le top 10 des villes avec la plus grande qualité de vie (2^e Zurich, 3^e Genève, 9^e Berne)

Inflation: 0,9 % **

Chiffres pour 2010 / * Chiffre pour 2008 / ** Valeurs moyennes pour 2000-2010

Sources: Office fédéral de la statistique OFS, OCDE, Secrétariat d'État à l'économie seco, Banque nationale suisse BNS, Mercer

economiesuisse
Fédération des entreprises suisses
Carrefour de Rive 1
Case postale 3684
CH-1211 Genève 3

economiesuisse
Verband der Schweizer Unternehmen
Hegibachstrasse 47
Postfach
CH-8032 Zürich

economiesuisse
Verband der Schweizer Unternehmen
Spitalgasse 4
Postfach
CH-3001 Bern

economiesuisse
Federazione delle imprese svizzere
Corso Elvezia 16
Casella postale 5563
CH-6901 Lugano

economiesuisse
Swiss Business Federation
Avenue de Cortenbergh 168
B-1000 Bruxelles

www.economiesuisse.ch